

Tendance **CLAIRE**

pour le Communisme,
la Lutte Auto-organisée,
Internationaliste
et Révolutionnaire

Congrès du NPA

2015

1,5 €
2 € soutien

Plateforme 5

Pour le communisme autogestionnaire !



«Pour le communisme autogestionnaire»

Le texte qui suit est la plateforme que défendra la Tendence CLAIRE au prochain prochain congrès de janvier 2015. Il a été élaboré en dialogue avec des camarades de différentes sensibilités.

Pour le communisme autogestionnaire !

Nous n'en pouvons plus de la pauvreté si répandue dans un monde riche à en crever ! Nous ne supportons plus de voir les populations massacrées sous les bombes des impérialistes qui n'ont que les mots « liberté » et « démocratie » à la bouche alors qu'ils les étouffent partout ! Nous en avons marre du chômage de masse qui prive des millions d'un emploi quand les autres perdent leur vie à la gagner, marre de la précarité avec ses horaires impossibles et son stress permanent, marre des patrons qui se gavent de pognon et nous font des leçons de morale ! Nous sommes révolté-e-s par la destruction aveugle de l'environnement au nom du fric roi, par la double journée de travail imposée aux femmes et les violences qu'elles subissent, l'oppression des LGBTI, le racisme et la xénophobie, la police qui mutilé et qui tue, l'autoritarisme des chefs, la pub qui envahit l'espace, la folie consumériste et les frustrations qu'elle crée...

Ces refus et ces combats, ce sont les nôtres ! Une nouvelle génération militante de travailleurs, chômeur-se-s et opprimé-e-s contribue souvent à leur animation. C'est pourquoi notre parti, qui se veut celui des exploité-e-s et opprimé-e-s, doit rechercher l'unification de ces révoltes en un combat contre la société capitaliste. Nous devons porter haut et fort le projet d'une société sans classe, sans État, sans guerre, sans oppression, et qui stoppe d'urgence le suicide écologique. Aucune

« nature humaine » ne l'empêche, seulement les capitalistes et les politiciens qui défendent leur système ! Alors osons défendre publiquement un projet communiste autogestionnaire. Loin de renoncer à se battre au quotidien avec les exploité-e-s et les opprimé-e-s, défendre publiquement un projet de société et une stratégie clairs permettra au contraire d'encourager leurs luttes qui seules peuvent aboutir à la société que nous voulons toutes et tous !

1. Pas de parti révolutionnaire... sans projet révolutionnaire

a. L'impasse du capitalisme français et des principales forces politiques

Nous devrions le dire, conformément à ce que nous avons adopté au congrès dernier : **la crise actuelle n'est pas due aux politiques d'austérité mais à la baisse du taux de profit dont la solution dans le cadre du capitalisme est la casse de nos conquêtes sociales, la compression des salaires, les licenciements.** C'est pourquoi l'un des devoirs de notre parti est d'expliquer que la seule alternative aux politiques d'austérité, c'est la rupture avec le capitalisme. Il n'y a pas de troisième voie, il n'y a pas de potion magique antilibérale qui pourrait nous sortir de la nasse. La relance « keynésienne » de 1981 a lamentablement échoué, et le tournant austéritaire était inéluctable à partir du moment où le gouvernement PS-PC avait renoncé à rompre avec le capitalisme.

Face à la crise, les capitalistes aggravent leurs politiques

« néo-libérales » pour maintenir leurs profits en faisant payer les peuples, en détruisant les acquis sociaux, en cassant les services publics, en rognant les libertés démocratiques. En France, avec l'installation durable de la crise et deux ans et demi de gouvernements Hollande, les derniers espoirs placés par certain-e-s dans le PS se sont brisés et la crise politique peut devenir explosive.

Les principaux syndicats et les forces du Front de gauche, malgré les postures de certains, refusent de combattre le gouvernement. Les directions syndicales continuent de miser sur le prétendu « dialogue social » au lieu d'impulser et d'organiser les luttes. Le PC refuse de rompre avec le PS et s'est même allié avec lui dans la plupart des cas aux élections municipales pour garder ses élu-e-s et son appareil. Mélenchon est resté longtemps dépendant du PC et manque de forces comme de crédibilité à une échelle large pour réussir à s'ériger en « sauveur » national semi-réformiste en singeant le « modèle » latino-américain... **Tous se retrouvent dans un programme fondé sur le maintien du capitalisme, de l'Union européenne et de l'État bourgeois** (y compris son drapeau ensanglanté, sa police et son armée). Leur programme n'est pas crédible car fondé sur des illusions : ils promettent de sortir de la crise par une relance des dépenses publiques et de la consommation, sans remettre en cause la propriété privée ! Comme si on pouvait forcer les patrons et les actionnaires à accepter une baisse durable de leurs profits !

Il n'est donc pas étonnant que la majorité des exploité-e-s

et opprimé-e-s éprouve un sentiment d'impasse. Beaucoup sombrent dans le désespoir et une partie croissante imagine une issue en termes de rupture avec l'alternance UMP/PS qui conduit la régression sociale permanente depuis 30 ans. Or **seul le FN profite de la crise** : il met en avant un programme national-capitaliste, réactionnaire et raciste, mais en affichant un discours « anti-système » et anti-UE qui lui donne une identité politique forte et le rend crédible pour une partie des classes populaires. Sa « dédramatisation », bien aidée par les médias et la politique de Hollande aggravant encore celle de Sarkozy, lui permet d'agir comme locomotive de l'extrême-droite. Elle permet à de plus petits groupes violents d'occuper la rue et d'agresser des personnes en raison de leur origine, des LGBTI, des féministes, des militant-e-s du mouvement ouvrier. À l'opposé, **les forces d'extrême gauche manquent aujourd'hui d'une identité politique forte, d'un discours tranchant contre le système, d'un projet qui donne espoir et envie.** Elles se sont figées dans leurs schémas des décennies précédentes, leurs fonctionnements sclérosés qui ont écœuré tant de camarades. **Sans changement radical d'orientation et de méthodes, notre parti continuera à s'enfermer dans une crise irréversible. Pour le relancer, il faut le refonder.**

b. Refonder le NPA comme parti révolutionnaire, pas comme

« super-syndicat »

Le mouvement ouvrier est né à la fois, indissociablement, des luttes réelles, petites et grandes, et d'idées neuves, de projets politiques foisonnants et vivement débattus. Les projets socialistes et communistes pou-

vaient sembler d'autant plus « ir-réalistes » que les gens étaient majoritairement des paysan-e-s, la plupart illettré-e-s et sous la tutelle de l'Église... Pourtant, ils ont nourri efficacement les luttes syndicales, politiques et idéologiques, contribuant centralement aux progrès démocratiques, sociaux et culturels pour notre classe. De même, la renaissance du mouvement ouvrier au XXI^e siècle ne peut passer que par de nouvelles luttes de classe, mais nourries par de nouveaux combats d'idées. Après les trahisons et l'intégration complète de la social-démocratie dans le capitalisme et l'État bourgeois, après les horreurs du stalinisme contre-révolutionnaire, il est crucial de redonner vie à l'objectif révolutionnaire. Et ce projet ne peut qu'**intégrer et fusionner les acquis des luttes ouvrières, des idées communistes, mais aussi des combats plus récents, anti-impérialistes, anti-racistes, féministes, écologistes, des luttes LGBTI.**

Pour certain-e-s camarades, la solution serait seulement de donner la priorité aux luttes et d'en finir avec le suivisme à l'égard du Front de gauche. C'est en effet une condition indispensable et nous continuerons bien sûr à défendre avec ces camarades tout pas en avant dans ce sens. Mais ce n'est absolument pas suffisant : nous voulons construire un véritable parti révolutionnaire et non un syndicat radical. Nous devons défendre notre projet révolutionnaire justement parce qu'il ne surgira pas spontanément des luttes. **En fait, l'« autre répartition des richesses » et les « mesures d'urgence », supposées plus « compréhensibles » et « raisonnables »,** apparaissent aux salarié-e-s, à juste titre, seulement incantatoires. Il faut arrêter de contourner la question clé :

celle de la révolution et de la prise du pouvoir par le prolétariat, les exploité-e-s, les opprimé-e-s. **Loin d'être utopique, la défense de notre projet révolutionnaire (dans nos interventions, les luttes, les réunions publiques, notre presse, nos apparitions médiatiques...) serait un formidable encouragement aux luttes, un vecteur essentiel pour reconstruire la conscience de classe et pour donner envie de rejoindre notre parti.**

2. Une stratégie pour les luttes... articulée à l'objectif de la prise du pouvoir

Ce qui fait que ce projet communiste n'est pas qu'une utopie, c'est la lutte des classes. Le capitalisme en crise l'attise lui-même, et lorsque la conscience d'avoir des intérêts communs rencontre la force du nombre, elle peut progresser très vite. Les travailleur-se-s font tourner ce système : ils-elles peuvent aussi le renverser.

La rupture passe par l'auto-organisation de la classe exploitée, dans les assemblées générales, les conseils d'usine, de quartiers et de villages, formant son propre pouvoir. Un pouvoir plus direct, exercé de bas en haut, avec des délégué-e-s élu-e-s, mandat-é-s, révocables et sans cumul, la seule « démocratie réelle ». **Ce pouvoir des travailleur-se-s est la condition pour renverser à la fois les capitalistes (patrons, actionnaires, rentiers...) et l'État capitaliste (ses politiciens, sa police, son armée, sa justice de classe...).** C'est la condition pour collectiviser et transformer les moyens de production, définir ensemble nos besoins, planifier, dégager du temps libre pour se réunir et décider ensemble, reprendre le contrôle de nos vies.

Aujourd'hui, ce pouvoir des travailleur-se-s paraît lointain ou

impossible, mais surtout cet objectif n'est tout simplement pas connu hors de l'extrême gauche ! Il faut oser le défendre, et critiquer les illusions réformistes. Cela n'est pas du tout contradictoire avec la défense la plus ferme des revendications immédiates que portent les exploité·e·s et opprimé·e·s. **Il nous faut montrer le plus simplement possible le lien entre ces revendications et la révolution.** Cela n'est pas non plus contradictoire avec la recherche de l'unité d'action sur les objectifs qui font consensus. Car seules des luttes massives peuvent permettre aux salarié·e·s de prendre confiance dans leurs forces, d'obtenir des succès et de faire grandir leur propre organisation.

a. Nos interventions

NB : Nous n'abordons pas dans cette plateforme la question spécifique de l'intervention et de la construction dans la jeunesse, qui relèvent du secteur jeune autonome (CNJ et instances propres). Mais nous sommes pour que le parti, sa direction et les comités aient parmi leurs priorités le soutien à ces activités dans la jeunesse.

Luttes des travailleur·se·s

Nous sommes en première ligne pour mobiliser contre toute attaque. Nous sommes aux côtés de celles et ceux qui disent non, avec les travailleur·se·s de Bretagne à l'automne 2013, les intermittent·e·s, précaires et cheminot·e·s au printemps 2014, avec les salarié·e·s luttant pour leur emploi, dans les luttes contre la répression patronale...

Le pouvoir des patrons d'embaucher et de virer est un scandale quotidien ! Pour contre-attaquer dans les entreprises qui licencient, il faut un « tous ensemble » massif pour bloquer les licenciements. Nous mettons en avant aussi l'interdiction des licenciements, non

en semant des illusions parlementaires, mais en reliant cet objectif à celui du pouvoir des travailleur·se·s. Dans le même sens, nous défendons l'**expropriation sans indemnités ni rachat**. Mais de simples nationalisations, qui seraient d'énormes victoires, ne sont pas notre horizon. Il faut défendre le contrôle des travailleur·se·s, contre les patrons comme les hauts fonctionnaires.

Dans le public, il faut combattre les suppressions de postes, défendre le statut et la titularisation immédiate sans condition de concours ni de nationalité de tou·te·s les précaires. Nous utilisons cet exemple pour défendre le **droit à un emploi et un salaire garantis pour tou·te·s**. Nous dénonçons les inégalités et l'hypocrisie du discours « méritocratique ». Hausse des salaires, des retraites, de toutes les allocations de 300 euros ! Pour des écarts de salaires ne dépassant pas 1 à 4 ! Défense du salaire socialisé (sécu, chômage, retraites...) et retour à la gestion par les travailleur·se·s ! Pour un vrai droit à la formation décidée par les salarié·e·s, à l'opposé de la pression pour s'adapter aux besoins du capital !

Le gouvernement sert la soupe aux patrons avec l'ANI, le pacte de responsabilité, les cadeaux fiscaux... Nous tentons d'organiser dans l'unité des luttes contre toutes ces attaques. Mais nous expliquons que les capitalistes auront toujours le dernier mot tant qu'on leur laissera le pouvoir. **Le pouvoir aux travailleur·se·s est le seul moyen d'en finir avec la précarité et le chômage, diminuer et partager massivement le temps de travail, annuler la dette et financer de vrais besoins sociaux.**

C'est seulement par ses propres luttes que le prolétariat pourra entraîner les petits paysans et les travailleurs indépendants dans le

combat révolutionnaire contre la société capitaliste.

Contre les oppressions

Nous luttons avec tou·te·s les opprimé·e·s, notamment pour que notre classe ne se laisse pas diviser par des réactionnaires qui pointent des boucs-émissaires et défendent le capitalisme. Mais nous ne réduisons pas ces luttes à l'entreprise, car elles traversent toute la société. Tout en défendant l'alliance avec le mouvement des travailleur·se·s et la nécessité de la révolution, **nous misons sur l'auto-organisation de celles et ceux qui luttent pour leur émancipation.**

Pour l'égalité réelle des droits pour tou·te·s : étrangers/français, femmes/hommes, LGBTI/hétéros ; régularisation immédiate de tou·te·s les sans-papiers, droit de vote des étranger·ères à toutes les élections, abrogation de toutes les lois anti-immigré·e·s ; contre la stigmatisation des musulman·e·s, le racisme anti-Roms ; pour l'égalité femmes/hommes à tous les niveaux ; développement de structures collectives (restaurants, crèches...) pour briser la double journée de travail imposée aux femmes ; interdiction du travail de nuit (sauf nécessité, comme les urgences) ; défense des centres IVG, droit à la PMA pour tous les couples ; changement d'état civil sur simple demande pour les trans et remboursement à 100% des frais médicaux de transition sans condition ; lutte contre les préjugés à l'école...

Internationalisme et anti-impérialisme

Nous devons construire les mobilisations en solidarité avec les Palestinien·ne·s contre l'État d'Israël, avec les Kurdes contre Daesh, avec les soulèvements populaires des pays arabes, les mouvements anti-austérité en Europe, les luttes en Amérique latine... **Nous dénon-**

çons le nouveau traité transatlantique et tous les traités commerciaux au service des capitalistes les plus puissants, l'OTAN leur bras armé, l'ONU leur caution et toutes les interventions impérialistes, à commencer par celles de l'État français (Mali, Centrafrique...). Elles se font sous des prétextes humanitaires, mais cachent toujours les intérêts capitalistes. Nous dénonçons le double discours des impérialistes : ils s'allient avec les plus réactionnaires s'ils sont dociles et ne les dénoncent que quand ils leur désobéissent. Jamais l'impérialisme n'a « apporté » la démocratie, les droits des femmes ou la paix ; c'est par la lutte des classes et la lutte anti-impérialiste conséquente que toutes les avancées ont été obtenues.

À l'échelle internationale, **nous cherchons aussi à nouer et à développer des relations politiques et fraternelles avec toutes les organisations qui se battent pour les mêmes objectifs radicalement anticapitalistes**, dans le but d'avancer vers un programme et une activité politique commune. Nous nous donnons l'objectif d'ouvrir les discussions de fond qui permettront de jeter les bases d'une véritable Internationale communiste révolutionnaire et autogestionnaire. Cette construction ne peut être que progressive, collective et non sectaire, intégrant le bilan des organisations actuelles, notamment celles qui se réclament de la IVe Internationale ou de son héritage.

Écologie

Le mépris des capitalistes pour la planète choque et provoque des résistances locales ou nationales (NDDL, barrage de Sivens...). La crise globale (réchauffement, déforestation...) politise beaucoup de militant-e-s. Prenons appui sur le potentiel révolutionnaire de ces

questions : **fin du productivisme et du gaspillage par la réorganisation de l'économie sous le contrôle des travailleur-se-s** (reconversion des industries polluantes, réduction des transports inutiles en relocalisant partiellement, transports collectifs gratuits...), fin de la publicité et de l'aliénation consumériste, sortie du nucléaire, décroissance de la consommation d'énergie et de ressources naturelles, pour des énergies renouvelables, généralisation de l'agriculture biologique...

Libertés démocratiques

Nous combattons la restriction croissante des libertés démocratiques au nom de la lutte contre le terrorisme, en réalité pour soumettre les exploité-e-s et les opprimé-e-s. Nous dénonçons les interdictions de manifester, les contrôles au faciès et les violences policières, qui frappent surtout les jeunes des quartiers populaires et les militant-e-s. **Pour le retrait de toutes les lois liberticides, le désarmement de la police** (y compris flashball, taser, grenades offensives...), dans la perspective de la dissolution pure et simple des forces de répression.

Union européenne

Les travailleur-se-s ont une colère croissante contre l'Union européenne. Il est important de clarifier notre rapport à l'UE à l'heure où le FN se présente comme son seul adversaire. **Il faut défendre publiquement l'objectif de rompre avec l'UE**, dans une perspective internationaliste et communiste et non pour un repli national-capitaliste qui n'apporterait aucune solution aux souffrances des salarié-e-s. Le pouvoir des travailleur-se-s devra rompre immédiatement avec l'UE et sa monnaie. Il ne s'agit pas simplement de s'opposer aux traités actuels, mais bien signifier qu'un État des travailleur-se-s ne pourra par-

tager des institutions communes avec des États bourgeois. Il s'agira au contraire d'œuvrer à l'extension de la révolution et d'édifier de nouvelles relations entre les peuples, par une politique coopérative et internationaliste.

Culture

Trop souvent la culture est produite par des travailleur-se-s précaires, pour une élite qui est la seule à pouvoir y accéder. **Nous nous battons pour sortir la culture d'une logique de profit, condition pour que la création soit libre et participe à l'émancipation.** Pour cela il faut garantir un statut à celles et ceux qui donnent vie à la culture, et lutter contre la marchandisation imposée par les grands groupes de la communication ou de la distribution. Il faut que l'accès aux arts soit étendu à tou-te-s par le biais de l'école publique. De même pour les médias, notre classe subit le matraquage permanent des « informations » et de l'idéologie des riches, sans avoir le droit à la parole ! Là aussi, nous devons lier la dénonciation des médias bourgeois à l'expropriation des groupes capitalistes et au contrôle des travailleur-se-s du secteur et des usagers-ères.

b. Clarifions nos modes d'action

Auto-organisation

Les luttes sont des cadres privilégiés pour le développement de la conscience de classe et l'acquisition d'expérience militante pourvu que celles-ci ne se fassent pas par procuration. Le NPA se bat donc pour l'auto-organisation (réunions, AG, AG intercatégorielles, AG interpro, délégué-e-s élu-e-s, mandaté-e-s et révocables...) à tous les niveaux et pour le **contrôle du mouvement par les travailleur-se-s eux-mêmes**. Nous n'opposons pas ces structures aux syndicats, mais nous ne craignons pas la

rupture avec les appareils conservateurs, si c'est le moyen de développer la lutte jusqu'à la victoire.

Convergence des luttes et objectif de la grève générale

Il y a des luttes tous les jours, mais la plupart sont isolées et défaites. Il est vital d'aider à les faire converger pour gagner, en prenant des initiatives, même partielles (interpellation des directions syndicales, mais aussi organisation de rencontres, manifestations, coordinations, propositions concrètes aux équipes syndicales en lutte et aux organisations d'extrême gauche...). La grève est particulièrement stratégique pour faire plier les capitalistes. **Nous menons une agitation autour de la nécessité de construire un grand mouvement d'ensemble passant par la grève générale** comme moyen de stopper et de battre le patronat et le gouvernement. Nous devons également montrer les obstacles à un tel mouvement en expliquant le rôle des bureaucraties syndicales qui accompagnent les contre-réformes, par la stratégie bien rodée des journées d'action dispersées, etc.

Unité d'action

Regrouper les forces de notre classe est un objectif stratégique. Mais cela ne signifie pas dire amen aux organisations réformistes, qui souvent sont des obstacles. **Il s'agit avant tout de massifier les luttes et d'organiser les travailleur·se·s. L'unité d'action n'est pas un front programmatique** : nous ne pouvons pas signer un texte commun qui inclut des positions contraires aux nôtres. L'unité se fait sur des points d'accord, en laissant de côté tout ce qui fait désaccord. Par exemple nous devons mobiliser ensemble contre les mesures d'austérité, mais sans en appeler à la « relance » pour sortir de la crise. **L'unité d'action n'est pas un front permanent avec les réformistes** : si des ac-

cords ponctuels sont possibles, un front permanent noierait nos positions politiques fondamentales. L'unité d'action n'est pas non plus un front pacifié : nous ne devons pas nous abstenir de critiquer nos partenaires sous prétexte que nous agissons ensemble. Nous devons au contraire pointer du doigt leurs manquements, leurs ambiguïtés, leurs trahisons, en combinant interpellation et dénonciation en fonction des expériences vécues par celles et ceux qui luttent.

Contre l'extrême droite

L'unité d'action a ici un enjeu majeur pour la protection immédiate des militant·e·s, des femmes, des LGBTI, des personnes stigmatisées pour leur origine... L'extrême droite se nourrit du terreau de la crise et l'influence de ses idées réactionnaires augmente. Pour la contrer, nous devons démonter sa fausse posture « anti-système », lui opposer le combat de classe contre la politique de l'UMP et du PS, la rupture anticapitaliste avec l'État bourgeois et l'UE, l'internationalisme. Nous combattons l'extrême droite en luttant pour l'unité des organisations du mouvement ouvrier. Nous participons aussi aux collectifs qui se montent contre l'extrême droite (s'ils ne sont pas des coquilles vides). Nous cherchons à nous y lier avec les jeunes radicalisé·e·s, tout en nous battant pour les lier au mouvement ouvrier. En revanche nous ne devons surtout en aucun cas apparaître comme des soutiens au PS et nous refusons tout « front républicain ».

Élections

Participer aux élections n'est pas une question de principe pour nous. Cela doit permettre de diffuser nos idées largement, tout en pointant que cette République est une pseudo-démocratie. Le Front de Gauche ne pense pas cela et n'est pas anticapitaliste. Donc aucun front électoral

n'est possible avec lui (sauf exceptions locales en rupture).

L'abstention massive des travailleurs exprime leur dégoût, voire leur rejet des partis institutionnels. Si nous sommes convaincu·e·s que la voie électorale est une impasse, il ne sert à rien de chercher à diluer nos idées, sauf à faire disparaître la voix révolutionnaire du débat. Cherchons au contraire à unir nos forces avec des anticapitalistes, comme LO, ce qui suppose de ne pas les traiter sur le même plan que le FdG.

3. Une organisation militante pour tou·te·s les exploité·e·s et opprimé·e·s

a. Se construire parmi les travailleur·se·s

Le NPA doit être un outil pour favoriser les luttes immédiates des travailleur·se·s et renforcer la conscience de classe. Il doit **s'implanter dans les lieux de travail par une activité interne ou par une intervention extérieure sur des grandes concentrations de salarié·e·s**. Il faut chercher à développer les comités de boîte et de secteur/branche autant que possible, car ils sont en général beaucoup plus adaptés à l'intervention. D'autre part, il faut aider tous les comités à avoir une intervention régulière sur un lieu de travail au moins.

Face au chômage et à la précarité qui isolent voire désespèrent les individus, notre parti doit se préoccuper de la situation professionnelle des camarades. Il revient bien sûr à chacun·e de décider son implantation selon ses qualifications, ses opportunités et ses préférences. Mais les comités et commissions doivent **aider autant que possible les camarades à trouver du travail et**

à renforcer notre implantation dans les secteurs où nous avons déjà des militant·e·s, notamment les secteurs clés de l'économie (transports, énergie, communications, grosses entreprises de l'industrie et du tertiaire, etc.).

L'activité dans les syndicats est une activité politique à part entière. Notre parti doit en discuter plus collectivement, afin de dégager une orientation commune qui permette aux militant·e·s de peser dans les syndicats. Nous y mettons en avant la rupture du « dialogue social », la reprise des revendications des salarié·e·s, la démocratie, le contrôle des responsables et des élu·e·s, l'auto-organisation dans le syndicat et sur le lieu de travail (réunion des syndiqué·e·s, AG, etc.). Nous agissons pour **regrouper les syndicalistes combatifs dans un courant intersyndical lutte de classes, notamment en proposant des assises nationales du syndicalisme combatif**. Ce serait un pas décisif pour vaincre le sabotage organisé par les directions syndicales. Les conditions pour lancer un tel processus sont particulièrement favorables avec la maturation à l'œuvre dans et autour des structures syndicales. Les militant·e·s du NPA influencent un nombre suffisant de syndicalistes, voire d'équipes, pour impulser un tel courant.

b. Relier les luttes spécifiques à notre combat anticapitaliste

Si le lieu de travail est un lieu de construction stratégique prioritaire pour en finir avec le capitalisme, il n'est pas le seul. Le capitalisme impacte notre environnement ou encore nos relations sociales. **Le NPA doit donc jouer un rôle pour organiser les opprimé·e·s qui luttent dans différents domaines.**

Pour les luttes écologistes, féministes, LGBTI, antifascistes,

comme pour la défense des besoins concrets de la population (maintien d'un bureau de poste, d'une gare, etc.), **nous soutenons ou impulsions la création de collectifs** avec des individus, des associations et/ou des syndicats qui permettent de combiner différents types de militantisme. Par exemple, nous contribuons à regrouper les militant·e·s écologistes radicaux·ales avec les militant·e·s ouvrier·ères pour mettre en évidence les intérêts communs de celles et ceux qui veulent lutter contre NDDL, le barrage de Sivens, l'enfouissement des déchets nucléaires en Meuse, etc. De même, nous intervenons dans les collectifs féministes et militons pour qu'il en existe dans les entreprises, les facs, les lycées, si possible sur des bases de classe. **Nous défendons aussi et promovons les réunions non mixtes** pour permettre aux personnes opprimées de se rencontrer, de prendre la parole, de discuter, d'élaborer et d'agir entre elles.

4. Un parti pour l'émancipation

Deux ans après le dernier congrès, les dysfonctionnements sont toujours là, et les relations sont de plus en plus crispées entre militant·e·s. La manière dont fonctionne le parti continue d'être un obstacle à son renforcement.

Des pratiques militantes en accord avec notre projet

Sans prétendre que notre parti puisse être une « contre-société », il doit être un lieu d'émancipation, vigilant contre la reproduction des oppressions, où les nouveaux et nouvelles militant·e·s puissent prendre leur place.

Cela implique des **réunions adaptées à la vie des travailleur·se·s** par leurs horaires et

leur durée comme par leur contenu qui articule analyses et conclusions pratiques pour la lutte. Cela implique aussi de limiter la division entre tâches « intellectuelles » (formation, élaboration, etc.) et « manuelles » (diffs, collages, etc.). La formation aux acquis théoriques et historiques du marxisme, du mouvement ouvrier, enrichis plus récemment par ceux du féminisme, de l'écologie radicale, etc., est nécessaire pour l'égalité dans les débats. Il faut aussi **généraliser l'organisation de gardes d'enfants** lors des réunions (comme pour les CPN depuis deux ans) pour que cette tâche ne repose pas sur les femmes. Cette responsabilité doit être portée collectivement.

Réaffirmer la démocratie interne et la camaraderie

Le débat fraternel doit reprendre sa place. On ne peut pas commencer une phrase par « camarades » pour ensuite jeter mépris et mauvaise foi sur un courant opposé. **Il faut apprendre à débattre sans que cela dégénère en « drame familial » à chaque instant.** Vu les violences de la société actuelle, ce n'est pas simple, mais cela fait partie de la « formation » qui doit être transmise dans un parti pour l'émancipation.

Donner toute leur place aux comités

Les comités sont les instances de base du parti. Ils intègrent les camarades, débattent des questions politiques, définissent leurs priorités... Les regroupements de comités, notamment au niveau départemental, permettent leur coordination et l'élargissement des discussions. Il est important d'organiser des congrès de fédérations, d'élire des secrétariats chargés de

l'impulsion et de la coordination. Des AG départementales ou regroupant des comités doivent être réinstituées partout où c'est possible. C'est le cadre pour préparer les CPN, y faire remonter les attentes et les propositions des camarades et en rendre compte. Des comptes rendus et bilans des activités menées à la base devraient être regroupés et diffusés dans un BI permanent.

Intégrée dans les status par le précédent congrès, **la réunion nationale des comités doit être l'occasion d'échanger des expériences à partir des comités, de mener sereinement les discussions de fond** qui dépassent celles de l'orientation immédiate, d'intégrer les nouveaux/nouvelles camarades dans les débats du parti.

Un CPN pour l'élaboration politique

Les élu-e-s au CPN doivent rendre compte de leur mandat régulièrement et continuer d'avoir une activité locale régulière

sans quoi ils-elles ne sauraient faire de lien avec la base. La suppléance des élu-e-s au CPN inscrite dans les statuts au précédent congrès doit maintenant être généralisée.

Un BI préparatoire du CPN doit toujours être diffusé assez longtemps en avance pour pouvoir être discuté avant le CPN. La responsabilité des courants est aussi d'y inclure leurs propres propositions et élaborations.

L'élaboration collective du CPN doit se renforcer et donner lieu quand c'est possible, pour sortir des logiques de bloc, à des votes de motions à majorité « transversale » (et non comme cela a été fait jusqu'à maintenant avec une direction qui impose sa ligne dans ses motions).

L'ordre du jour des congrès doit être élaboré en partant de la base c'est-à-dire des comités, à charge pour le CPN de le coordonner et de le formaliser.

Un CE pour l'exécution

Des décisions, parfois impor-

tantes, sont prises individuellement par certain-e-s camarades en dehors des instances du parti, comme l'a expliqué à juste titre Philippe lors de sa démission du CE. Cela doit cesser. **Les porte-parole, qui ont un mandat politique, doivent s'appuyer sur l'élaboration collective, mais aussi rendre compte au parti.**

Le CE doit être soumis à un contrôle accru du CPN, la direction statutaire du parti. Toutes les réunions du CPN s'ouvrent sur une présentation du bilan du CE depuis le dernier CPN : savoir ce qui a été fait, si c'était bien en accord avec les décisions prises, et pourquoi. La clôture du CPN par les votes est aussi le moment où le mandatement du CE doit être le plus clair possible.

Le CE étant la direction de fait du parti, c'est une question élémentaire de démocratie qu'il reste composé à la proportionnelle des votes de plateformes.

Tendance Claire,
le 10 novembre 2014

MOTIONS

Motion A sur les élections

Après bien des tergiversations, trois motions « élections » vont être soumises au vote des AG électorales. Nous avons pris l'initiative, au dernier CPN, de proposer une motion simple indiquant qu'aucun accord électoral n'était possible avec le Front de gauche et ses composantes, en raison de la différence fondamentale entre le projet antilibéral du FDG et notre projet anticapitaliste. La motion A, issue d'un processus de discussion avec la P2, dit la même chose en développant davantage. Grâce au soutien des camarades de la P3, et nous l'espérons de la P4, une large majorité

est désormais possible pour mettre fin aux errements du NPA sur la question électorale. Cela permettrait d'en finir avec les discussions stériles, les accords à géométrie variable, les tactiques si subtiles qui devaient soi-disant permettre d'élargir le parti, et qui ont surtout invisibilisé le parti. Cela permettrait aussi au parti, au lieu de perdre son temps discuter sans cesse des élections, de se concentrer sur l'intervention dans les luttes (économiques, écologiques, féministes et LGBTI, antiracistes, etc.) et l'implantation

Nous regrettons que la plupart

des camarades de la P2 qui ont participé à la commission élection soutiennent parallèlement une autre motion (la B). Cela embrouille la discussion. La motion B donne un contenu à nos campagnes électorales : ce contenu, même si le mot « anticapitaliste » y figure, n'a rien d'anticapitaliste sur le fond. Il est seulement anti-austérité, et donc en théorie compatible avec celui du Front de gauche. La question clé de la propriété privée des moyens de production en est absente. En outre, la motion B ne décline qu'une seule raison pour s'opposer à des accords avec le FdG et

ses composantes : leurs liens avec le PS. C'est le petit bout de la lorgnette, et cela laisse en fait ouverte la possibilité d'accord, car des camarades diront peut-être demain que telle ou telle composante du Front de Gauche a de leur point de vue fait des gestes de rupture assez significatifs avec le PS. C'est en fait laisser la porte ouverte à ce que se poursuive la politique de la majorité sortante un peu gauchie.

C'est pourquoi la plateforme 1 reprend à son compte la logique et le contenu politique de la motion B qui lui convient globalement. Elle l'amende néanmoins sur deux points. Tout d'abord, en indiquant que nos listes « ne feront pas de la 6e République un objectif central ». Ah bon, on est maintenant pour la « 6e République » si ce n'est pas un « objectif central » ?! En outre, la P1 propose d'entamer une discussion avec le FDG et ne met en fait qu'une condition pour des listes communes : ne pas préparer une majorité parlementaire avec EELV et le PS. Cela ouvre la porte à des accords avec les composantes du FDG car elles prétendront assurément ne pas vouloir constituer une nouvelle majorité avec le PS et EELV (le contraire serait électoralement peu porteur !) et ne feront évidemment pas de la VIe République la question centrale d'une campagne départementale ou régionale, ni même d'ailleurs peut-être d'une campagne nationale. Bref, cette motion défend, avec quelques habiles contorsions, la continuité de la politique désastreuse menée depuis 2009, avec les résultats que l'on sait.

Nous appelons à voter pour la motion A, soutenue d'ores et déjà par trois plateformes, et nous espérons bientôt aussi par la P4. Nous appelons à rejeter la motion C de la P1, et également la motion B, car elle ne ferme pas vraiment la porte à tout accord électoral et program-

matique avec les composantes du Front de Gauche, en posant comme seul autre critère la délimitation par rapport au PS et en avançant un programme antilibéral, au lieu d'anticapitaliste.

Motion A - proposée par des camarades P2 et P5

D'ici 2017, date de la prochaine élection présidentielle et des élections législatives, du moins si le calendrier officiel n'est pas bousculé, auront lieu les élections départementales de mars 2015 et les régionales de décembre 2015.

Le Front de gauche, ou ses composantes, nous sollicitent ou nous ont d'ores et déjà sollicités. Nous sommes ouverts à des discussions avec le Front de gauche, ses composantes, ou avec Lutte ouvrière, mais aussi avec des forces locales sur la situation politique, concernant les moyens d'inverser le rapport de forces en faveur des travailleurs et des classes populaires. Ce faisant, nous cherchons l'unité d'action contre le patronat et le gouvernement Hollande.

Mais le Front de gauche et ses composantes défendent une alternative antilibérale et institutionnelle à l'intérieur du système capitaliste, et militent pour une nouvelle combinaison parlementaire à gauche avec EELV et le PS ou une partie du PS, en vue d'une nouvelle majorité de gauche et/ou font campagne pour la IVème République.

Au contraire, nous entendons pour notre part défendre lors des élections, en fonction de nos possibilités et avec les forces, nationales ou locales, qui peuvent partager nos objectifs, une politique anticapitaliste

Pour ces raisons, nous rejetons la possibilité d'accords programmatiques et électoraux avec le Front de gauche et ses composantes aux élections départementales et régionales de 2015, prési-

dentielle et législatives de 2017. Dès maintenant, nous nous préparons à présenter une candidature anticapitaliste et révolutionnaire pour l'élection présidentielle de 2017.

Motion B - proposée par des camarades P2

Une période électorale s'ouvre jusqu'en 2017 avec les cantonales, les régionales et la présidentielle. Indépendamment de nos capacités financières à y participer, nous sommes de plus en plus sollicités par le Front de gauche ou ses composantes pour des rencontres. Nous acceptons d'y participer et nous y défendons la participation à toutes les luttes et mobilisations qui se déroulent ainsi que la recherche de l'unité d'action contre le patronat et le gouvernement Hollande.

En ce qui concerne les élections, nous précisons que nous participerons et soutiendrons que :

- des listes défendant un programme d'urgence anticapitaliste de défense des intérêts des travailleurs contre les politiques d'austérité au service des capitalistes
- des listes qui s'opposent aux grands projets inutiles et destructeurs
- des listes qui s'opposent à la réforme territoriale antidémocratique,
- des listes internationalistes, en nette opposition au chauvinisme et au FN
- des listes qui visent à construire une opposition du monde du travail,
- des listes qui refuseront tout accord électoral avec le PS au premier comme au second tour.

Nous constatons qu'aucun accord électoral national, départemental ou régional n'est possible

avec le Front de gauche ou ses composantes qui chacune à leurs façons participent aux majorités départementales ou régionales avec le PS et préparent une nouvelle majorité parlementaire avec EELV et les « frondeurs » du PS ou veulent préparer une VIe république.

Nous sommes prêts à poursuivre ce débat avec ceux et celles qui se reconnaîtraient dans ces objectifs (Dissidents locaux du Front de gauche, LO, AL...)

Pour la présidentielle, nous préparons dès maintenant les conditions matérielles (financières et signatures) d'une candidature NPA.

Motion C - proposée par des camarades P1

Amendements de la P1 sur la motion B en gras

Une période électorale s'ouvre jusqu'en 2017 avec les cantonales, les régionales et la présidentielle. Indépendamment de nos capacités financières à y participer, nous sommes de plus en plus sollicités par le Front de gauche ou ses composantes pour des rencontres. Nous

acceptons d'y participer et nous y défendons la participation à toutes les luttes et mobilisations qui se déroulent ainsi que la recherche de l'unité d'action contre le patronat et le gouvernement Hollande.

En ce qui concerne les élections, nous précisons que nous participerons et soutiendrons que :

- des listes défendant un programme d'urgence de défense des intérêts des travailleurs contre les politiques d'austérité au service des capitalistes
- des listes qui s'opposent aux grands projets inutiles et destructeurs
- des listes qui s'opposent à la réforme territoriale antidémocratique,
- des listes internationalistes, en nette opposition au chauvinisme et au FN
- des listes qui visent à construire une opposition du monde du travail,
- des listes qui refuseront tout accord électoral avec le PS au pre-

mier comme au second tour et toute gestion avec lui.

- **des listes qui ne feront pas de la 6e République un objectif central**

Nous constatons qu'aucun accord électoral n'est possible avec les composantes du Front de gauche qui participent aux majorités départementales ou régionales avec le PS, préparent une nouvelle majorité parlementaire avec EELV et les « frondeurs » du PS. Nous sommes prêts à poursuivre ce débat avec ceux et celles qui se reconnaîtraient dans ces objectifs (au sein du Front de gauche, de LO, d'AL...)

Pour la présidentielle, nous préparons dès maintenant les conditions matérielles de notre présence. Le NPA décidera de son orientation lors d'une conférence nationale qui se tiendra au plus tard en juin 2016.

Tendance Claire,
le 7 janvier 2015

MOTIONS

Motion sur l'écologie et amendements

La motion climat proposée par la CNE a été l'occasion d'un riche débat collectif en son sein et dans le cadre d'une commission du CPN. Un certain nombre de propositions ont été intégrées et ont permis de l'enrichir ce qui fait de la version actuelle un document d'ores et déjà très positif pour notre parti.

Mais il nous semble possible de l'améliorer encore au moyen de l'amendement que nous proposons et qui souligne le caractère mondial de la crise climatique et la nécessité d'une réponse politique anticapitaliste globale, ainsi que les res-

ponsabilités qui en découlent et notamment les enjeux pour nous autour des mobilisations à venir dans le cadre de la conférence sur le climat (COP21).

* Amendement (présenté par des camarades P2 et P5)

Remplacer « **Des mesures anticapitalistes radicales (...)** avec (entre autres) : » par :

« Face à la gravité des changements climatiques et à leur échelle planétaire, seul le renversement révolutionnaire du système capitaliste

peut apporter une solution globale à la hauteur du problème. Cela remet à l'ordre du jour la nécessité de la révolution mondiale et du socialisme comme perspective d'une planification démocratique mondiale basée sur la coopération entre les peuples et d'une transformation radicale de l'ensemble de l'appareil productif. Cette perspective politique dépasse le cadre de raisonnements simplement antiproductivistes ou anticonsuméristes et inscrit pleinement la lutte contre le changement climatique dans notre combat contre la domination de la classe capitaliste,

contre la propriété privée des moyens de productions. Nos revendications concrètes s'inscrivent dans une démarche transitoire qui met en avant la nécessaire remise en cause de la propriété privée des moyens de production, la loi du marché, la course au profit pour une transition énergétique et écologique radicale. Concrètement cela implique notamment : »

Explication : Il nous semble que le fait de lister une série de mesures, même si elles reflètent la richesse de l'activité de la CNE, ne permet pas, du fait qu'elles soient mises toutes sur un même plan, de voir comment elles s'articulent entre elles, ni comment elles pourraient être mises en œuvre dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société. Or une réponse à la hauteur des enjeux de la crise climatique en cours est justement de proposer une réponse globale anticapitaliste autour de laquelle peuvent s'articuler des mesures transitoires dont l'axe central s'inscrit dans une remise en cause de la propriété capitaliste par un pouvoir des travailleurs/ses en rupture avec les institutions capitalistes. C'est cette perspective anticapitaliste qui nous fait aller plus loin dans la remise en cause du système qu'une partie des courants de l'écologie politique.

Dans la mobilisation à construire autour de la conférence climat de l'an prochain, nous avons une responsabilité particulière : en défendant nos propres perspectives nous pouvons aider à ce que se formule, en toute indépendance du jeu institutionnel des grandes conférences, une perspective politique anticapitaliste. Le productivisme, le consumérisme sont des manifestations de la folie du capitalisme, dans sa fuite en avant pour surmonter ses contradictions internes. Nous ne pouvons nous contenter de solutions qui feraient l'impasse sur la remise en cause de l'en-

semble du système capitaliste. Le fait que le terme « éco-socialiste » soit maintenant revendiqué par des partis politiques comme le PG et même le PS nous oblige à réaffirmer le contenu révolutionnaire et mondial des réponses que nous défendons face à l'ampleur de la crise climatique.

MOTION CLIMAT POUR LE 3^{ème} CONGRES DU NPA...

Le changement climatique est aujourd'hui un fait majeur que nul ne peut ignorer. Il est au cœur des différents aspects de la crise écologique et les échéances sont courtes. Ses effets se font déjà sentir et risquent de devenir catastrophiques dans les prochaines décennies. Le moteur de ce changement est la hausse de la température de la terre, conséquence d'une élévation très rapide des concentrations atmosphériques en gaz à effet de serre dus aux activités humaines et en particulier à la combustion massive des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz) et minerais (uranium).

Le basculement climatique en cours est le produit direct du mode de production et de consommation imposé par le système capitaliste. Basé sur l'exploitation de la force de travail, le pillage et le gaspillage des ressources naturelles, ce système est structurellement productiviste.

En ce début du XXI^e siècle, les causes du réchauffement sont parfaitement documentées. La gravité de la situation augmente à chaque nouveau rapport des experts du GIEC, le dernier en date prévoyant que la hausse de la température moyenne pourrait dépasser 6°C d'ici 2100. Les mêmes experts estiment que toute hausse de température de 1°C entraînerait une élévation de 2,3 mètres du niveau de la mer, à l'équilibre (soit

13,8 mètres pour une hausse de 6 °C).

La folle course du système capitaliste prépare une catastrophe humaine et écologique irréversible à l'échelle historique des temps. Elle fait d'ores et déjà peser une menace réelle et sérieuse, à brève échéance sur des centaines de millions d'êtres humains, les plus pauvres, condamnés à devenir des « réfugiés climatiques ». La solidarité internationale impose donc comme une urgence concrète le combat pour la liberté de circulation et d'installation, la régularisation des sans-papiers.

D'après les projections du GIEC, il faudrait être en mesure de sortir intégralement des énergies fossiles d'ici 2050. Cet enjeu amène à penser la perspective du socialisme pas uniquement comme une simple appropriation sociale des moyens de production, mais également comme une transformation radicale de l'appareil de production dans son ensemble, et cela à l'échelle de l'ensemble de la planète.

L'enjeu est double :

- réduire radicalement la consommation d'énergie tout en réalisant le passage en quarante ans à un système énergétique sans fossiles ni nucléaire.
- assurer l'accès aux biens et services fondamentaux (eau, énergie, alimentation, santé, culture...) aux milliards d'hommes et de femmes qui vivent dans des conditions indignes et qui sont les premières victimes du réchauffement.

Le système capitaliste est bien incapable d'y répondre, comme le montre le spectaculaire échec des conférences internationales, dont les décisions n'ont fait qu'aggraver les risques environnementaux tout en approfondissant les injustices sociales (mécanismes de flexi-

bilité, marché carbone, économie « verte »...) Les capitalistes envisagent en plus de jouer les apprentis sorciers avec l'ingénierie du climat.

Des mesures anticapitalistes radicales sont donc indispensables pour pouvoir relever ces défis.

Le NPA défend un programme énergétique et écologique en rupture avec le système capitaliste avec (entre autres) :

- L'expropriation des grands groupes à commencer par ceux de l'énergie et la création d'un monopole public décentralisé sous le contrôle des travailleurs et usagers
- L'expropriation du système bancaire et financier, et la création d'un monopole public permettant de décider et de contrôler les investissements, d'en finir avec les projets inutiles et destructeurs.
- Un plan qui combine la sortie urgente en moins de dix ans du nucléaire, la sobriété et l'efficacité énergétiques, la sortie des énergies fossiles et le développement des énergies renouvelables.
- L'arrêt des productions inutiles et dangereuses, (dont l'armement) la reconversion des travailleurs de ces secteurs
- Une politique permettant de diminuer l'usage de la voiture :

instaurer des transports en commun publics gratuits, en ville et dans les régions rurales, mettre un terme à la désertification accélérée des territoires, aux concentrations d'activités en dehors des villes et rapprocher les lieux de production et de consommation...

- La mise au pas de l'agro-industrie, l'interdiction des intrants en agriculture, source très importante d'émission de gaz à effet de serre et la reconversion de l'agriculture en bio sur 10 ans, source de création de millions d'emplois
- L'interdiction de la publicité ...
- La lutte contre la précarité énergétique en rendant gratuits les premiers kWh indispensables.
- Enfin et surtout, la réduction drastique du temps de travail pour tous et toutes sans flexibilité ni intensification de la productivité avec les embauches correspondantes.

Seules des mobilisations puissantes pourront imposer ces mesures : il n'y a pas à choisir entre urgence climatique et justice sociale, c'est un seul et même combat.

Les politiques d'austérité sont imposées aux populations au nom de la compétitivité des entreprises qui doit ramener la croissance et

avec elle le progrès social. Ces politiques qui provoquent reculs sociaux et destruction de la protection sociale, des services publics, des droits des salariéEs... sont de plus en plus insupportables. La réponse à la crise n'est pas la relance par une politique de la demande à la fois illusoire et catastrophique pour l'environnement et le climat, mais le partage des richesses, le partage du temps de travail, la démocratie dans et hors des entreprises pour décider, contrôler et planifier la production pour la satisfaction des besoins sociaux dans le respect des limites écologiques.

C'est le capitalisme qu'il faut remettre en cause. La crise climatique donne une actualité brûlante à l'alternative « socialisme ou barbarie », un socialisme nécessairement internationaliste.

L'écosocialisme est un projet infiniment plus riche et plus enthousiasmant que la course aux profits qui détruit nos vies et dégrade le climat.

La Conférence sur le climat (COP 21) se tiendra à Paris fin 2015. Ni ce sommet et ses fausses solutions ni le gouvernement français n'auront le dernier mot. Ensemble, en faisant converger les luttes, avec les syndicats, associations, organisations politiques « changeons le système, pas le climat ! »

Tendance Claire,
le 13 décembre 2014

MOTIONS

Un acte unitaire de bon sens : construire un Front Anticapitaliste

La présente motion n'a pas pour objet de trancher les débats sur le front unique, tels que soumis au vote des délégué-e-s à tra-

vers les différentes plates-formes. À vocation transversale, elle propose que le parti opère un pas en avant dans le regroupement des an-

ticapitalistes, en proposant à AL, à LO, à la CNT et aux syndicalistes radicaux, au MOC et aux décroissants anticapitalistes, ainsi qu'à di-

vers collectifs militants, de poser ensemble les bases d'un front anticapitaliste non exclusif. Le parti n'est pas dénué d'expérience, notamment au niveau local où plusieurs tentatives ont eu lieu (Toulouse, Meuse...), mais celles-ci n'ont pas bénéficié d'une grande attention de la part du CPN, ni fait l'objet à ce jour d'une politique concertée du parti.

Pourtant une telle initiative nous permettrait d'envisager meetings, cadres de discussions et cadres d'intervention communs pour notre milieu sympathisant, à peu de choses près le même public qu'avait agrégé le processus de fondation, mais reprenant confiance de par la démonstration d'unité et radicalisés par la dureté de la période et la trahison des bureaucraties réformistes. En alliant nos radicalités et notre capacité critique et militante, la constitution d'un tel front améliorerait notre intervention commune dans les luttes, dans les syndicats, vers plus de

combativité et de démocratie. Elle redonnerait également confiance à la classe pour contester la direction du mouvement ouvrier aux réformistes et aux bureaucrates, et renforcerait ainsi notre politique de front unique.

Pour lancer cette démarche, plusieurs raisons justifient de s'adresser en premier lieu à Alternative Libertaire. La principale est que cette organisation est la seule à nous avoir proposé de manière un peu claire et consistante la mise en place d'un tel cadre, sans non plus l'envisager de manière exclusive. Les bases d'un accord existeraient donc déjà. Ensuite ce que nous savons de cette organisation issue du communisme libertaire qui comme la nôtre, regroupe des traditions diverses, et dont les militant-e-s, comme les nôtres, mènent dans le soutien aux luttes une politique d'unité d'action, ouverte mais ferme, souvent sur les mêmes bases (comités de grève unitaires, AG décisionnelles...), devrait nous inciter

à un optimisme raisonné. Certes, il nous arrive parfois de diverger, dans l'analyse comme dans l'action et dans les syndicats, mais l'ouverture d'un débat avec AL à tous les niveaux nous permettrait également d'avancer sur ces questions. Notre parti et la cause du prolétariat dans ce pays ont tout à y gagner !

Motion à soumettre aux AG locales

Le NPA œuvre à la constitution d'un Front Anticapitaliste. En particulier, il répond favorablement à la proposition en ce sens faite par Alternative Libertaire. Le CPN et les comités sont chargés par le IIIe Congrès de prendre chacun à leur niveau toutes les initiatives nécessaires pour la mise en œuvre de ce front.

Tendance Claire,
le 13 décembre 2014

CONTRIBUTION AVANT CONGRÈS

La P1 est largement minoritaire : le changement, c'est maintenant ?

La plateforme 1, qui était la seule à vouloir maintenir l'orientation de la direction sortante, a été mise en minorité avec environ 35% des voix. Une large majorité des militant-e-s du NPA, en votant pour les quatre autres plateformes, a donc affiché sa volonté d'un changement de cap.

Les plateformes 2, 3, 4, 5 se retrouvent sur les points suivants :

– Refus des mots d'ordre de « gouvernement anti-austérité » et « opposition de gauche », qui ré-

sument une orientation suiviste à l'égard du Front de gauche ; volonté de mettre en avant une orientation délimitée de celle du Front de gauche et des différents courants réformistes.

– Refus des alliances électorales avec le Front de gauche et ses composantes. A l'initiative de la plateforme 5, la motion A sur les élections est la seule à être (largement) majoritaire. Le congrès doit donc entériner la fin des errements électoraux, qui ont alimenté la confusion et qui ont polarisé le parti autour des élec-

tions.

– Effort particulier à la construction du NPA sur les lieux de travail pour y développer une intervention politique et pour oeuvrer au rassemblement des militant-e-s lutte de classe face aux bureaucraties syndicales.

Il est donc de la responsabilité des délégué-e-s de ces 4 plateformes de s'unir au congrès autour de ces points de convergence, pour rompre avec l'orientation de la direction sortante, pour réorienter le parti et pour lui donner une identité politique

plus forte, anticapitaliste et révolutionnaire. C'est avec cette nouvelle identité et en intervenant centralement dans les luttes que notre parti pourra s'ouvrir plus largement à la jeunesse et aux travailleurs/ses radicalisé-e-s, et non en lorgnant sur le Front de gauche et ses avatars.

Sur la base des 7% obtenus lors des AG électives, nous sommes à même de renforcer notre participation aux instances de direction du parti (CPN et CE) pour peser dans ce changement de cap et pour des campagnes audacieuses du parti. Nous continuerons également à y défendre les positions spécifiques que nous avons portées lors des AG électives :

– Porter et mettre en débat un

projet de société communiste autogestionnaire fondé sur l'auto-organisation de celles et ceux qui luttent pour leur émancipation.

- Avoir au quotidien une orientation révolutionnaire articulant nos mots d'ordre à la nécessité de la prise du pouvoir par les travailleurs/ses et de l'expropriation des grands groupes capitalistes.
- Défendre la rupture anticapitaliste et internationaliste avec l'Union européenne.
- Intégrer au cœur de notre orientation à la fois la lutte des classes et la lutte contre les oppressions spécifiques (islamophobie, racismes, sexisme, LGBTI-phobie...).

- Dénoncer le productivisme mortifère et intégrer pleinement l'écologie dans notre projet communiste.
- Agir pour regrouper les syndicalistes combatif/ve-s dans un courant intersyndical lutte de classes, contre la collaboration de classe et la bureaucratie.
- Renouer avec des pratiques militantes, à l'intérieur du parti, en accord avec notre projet : donner toute leur place aux comités, contrôle du CE et des porte-paroles, lutter contre les pratiques d'appareils en menant les débats de fond et en restaurant une vraie camaraderie.

Tendance Claire,
le 27 janvier 2015

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS DU CONGRÈS

Pour sortir le parti de la crise, il faut porter un projet révolutionnaire

La nécessité de refonder le NPA

Notre parti est en crise. Un peu plus de cinq ans après sa fondation, nos effectifs ont été divisés par 4 et notre audience a fondu comme neige au soleil. Le bilan est donc calamiteux. Pourtant, le noyau dur de la direction estime que notre orientation est la bonne, et qu'il n'y a rien de fondamental à changer. Notre reflux serait en premier lieu le reflet d'une situation objective difficile sur laquelle nous n'aurions guère de prise. La crise favoriserait mécaniquement le FN et, en attendant des jours meilleurs, l'heure serait encore et toujours à interpeller nos partenaires potentiels pour la construction d'une opposition de gauche. Nous pensons au contraire

que c'est cette politique de la direction qui explique en grande partie l'échec du NPA.

Il était positif de vouloir élargir la LCR au moment où elle avait un certain écho. Cela avait permis de rassembler un nombre significatif de primo-militants et de groupes politiques aux origines différentes. Mais il fallait engager vraiment les discussions stratégiques, qui s'imposaient d'autant plus dès les premières élections, dès la confrontation avec le Front de Gauche, dès le grand mouvement de grève de 2010... Au lieu de cela, la direction a fait par en haut une synthèse floue (principes fondateurs), ce qui n'a pas permis de dégager un programme et une intervention pratique commune. Les débats de fond entre les principaux courants

sont restés largement dans le non-dit, entraînant de plus en plus de tensions personnelles et d'écœurement de militants.

Notre ligne n'est pas apparue vraiment distincte de celle du FDG, et notre attitude bancaire vis-à-vis de l'unité électorale est restée incompréhensible. Non seulement nous n'avons pas pu avoir d'influence sur la lutte de classe, mais le centre de gravité s'est déplacé vers les mirages réformistes. Dans ces conditions nous avons perdu beaucoup de militants que nous aurions pu convaincre, partis souvent sur la pointe des pieds.

Néanmoins, le NPA n'est pas mort. Mais il est en sursis. Beaucoup de militants sont découragés et démotivés par l'ampleur de la tâche à accomplir avec des moyens

de plus en plus réduits ce qui compromet gravement sa capacité d'action sur le terrain. Pour susciter l'envie de militer, et donc donner envie à nos contacts de nous rejoindre, il faut être porté par un projet ambitieux, radical et concret. L'anticapitalisme est une posture de refus. Il faut désormais aller plus loin et donner une identité positive à notre parti, et non s'arc-bouter au projet originel du NPA, qu'il faut aujourd'hui dépasser. La nécessité d'un tel dépassement découle d'ailleurs de la définition même du NPA comme « parti processus ». Plus de cinq années d'expérience commune doivent à notre avis nous amener à sortir du statu quo et à transformer le NPA en parti révolutionnaire des travailleurs.

Un profil « anti-système » et un projet politique communiste révolutionnaire

Depuis déjà 20 ans, il y a une tendance au rejet des deux principaux partis capitalistes (PS et UMP) qui prêchent la soumission à ce système en crise. Qui va en profiter, ce n'est pas écrit d'avance. Après des succès de l'extrême gauche (LO puis LCR), c'est le FN qui progresse le plus parmi les travailleur-se-s et les jeunes. Il s'appuie à la fois sur son image anti-système, et sur un programme qu'il élabore et qu'il martèle. En face, nous n'avons véritablement ni l'un ni l'autre.

Le FDG capte une petite partie de cette radicalisation (surtout parmi les couches moyennes et supérieures du salariat), mais il est en même temps un obstacle à un vrai regain de conscience de classe, avec son ancrage très fort dans les institutions et ses mesurées. Il est donc urgent de faire la démonstration que nous avons un projet substantiellement différent du sien. Dans nos interventions médiatiques notamment, ne

mettons plus sur le même plan LO et le FDG, et arrêtons de citer avant tout comme désaccord notre rapport au PS. Non seulement cela masque les désaccords essentiels, mais cela ne convaincra quasiment personne. En effet, si les travailleurs auxquels on s'adresse ont l'impression qu'on défend sur le fond grosso modo la même chose que le FDG, alors ils se tourneront vers la force la plus importante, le FDG, même s'il est moins clair que nous sur ses rapports au PS.

Laissons l'« Opposition de gauche » et le « gouvernement anti-austérité » au FDG

Le FDG veut rompre avec l'austérité sans rompre avec le capitalisme, en menant une politique économique antilibérale fondée sur la redistribution, les dépenses publiques, et la création monétaire. Nous savons par expérience (échec de la relance de 1981, etc.) que c'est impossible et nous devons être capables de le démontrer. Il nous faut expliquer que la seule alternative aux politiques d'austérité exige d'en finir avec le capitalisme, c'est-à-dire d'exproprier les grands groupes capitalistes et de concentrer entre les mains des travailleurs le pouvoir politique et économique. Nous prônons l'auto-organisation des travailleur-se-s, en incompatibilité totale avec les illusions que véhicule le tribun Mélenchon sur l'État capitaliste.

En mettant en avant « l'opposition de gauche » ou le « gouvernement anti-austérité », on fait volontairement l'impasse sur la question des moyens à mettre en œuvre pour en finir avec l'austérité et l'exploitation. La direction, obsédée par le risque de marginalisation, met en avant une formulation des orientations sciemment FDG-compatible et renonce ainsi au combat politique contre les fausses solutions

réformistes. Avec l'idée confortable mais fautive que les gens n'ont pas envie d'entendre parler de ces choses complexes et qu'il est plus habile de ne pas en dire trop sur notre projet pour élargir notre audience. La crise du mouvement ouvrier est telle qu'on ne pourrait pas se permettre de mettre en avant un projet politique trop ambitieux. Nous pensons exactement le contraire : non seulement il ne faut pas leur mentir mais il faut aussi les encourager à lutter. Les gens, comme ils disent, sont en quête de réponses politiques crédibles. Ils en ont marre des postures et des slogans. C'est en défendant un projet politique cohérent et ambitieux que nous ferons venir des gens à nous, que nous susciterons un désir de militer au sens plein du terme, conciliant réflexion et action.

Nous ne sommes pas à la gauche de la gauche, mais contre le système

Pour la grande majorité des travailleur-se-s, le clivage gauche/droite n'a plus aucun sens, et il ne devrait plus en avoir pour nous non plus. Ce clivage parlementaire et institutionnel sur une scène politique en décomposition ne recoupe plus des différences de contenu. Gauche et droite sont les deux faces de la bourgeoisie, et de ses politiques d'austérité qui s'accroissent avec l'approfondissement de la crise. Nous devons être les porte-voix de celles et ceux qui rejettent profondément ce système et ce spectacle répugnant d'acteurs qui font mine de s'opposer alors qu'ils sont d'accord sur l'essentiel : exploiter à fond les travailleur-se-s pour leur plus grand profit. Nous devons aussi savoir dénoncer clairement les directions réformistes du mouvement ouvrier (PC, PG et directions syndicales).

Même si on ne peut pas les assimiler aux partis bourgeois (PS, UMP, FN...) en raison de leur nature contradictoire – elles prétendent représenter et agir en faveur des travailleurs, mais à l'intérieur du cadre capitaliste – elles sont ainsi des rouages fondamentaux du système qui cherchent à neutraliser la colère des travailleurs dans des voies sans issue.

Nous devons être le parti des exploités, des opprimés, qui n'ont que faire des codes de bonne conduite de la bourgeoisie prédatrice et de ses laquais. C'est en ayant ce profil « anti-système » que nous pourrions espérer avoir l'écoute des travailleurs, en articulant ce rejet du système (dans toutes ses composantes) avec la défense d'un projet communiste révolutionnaire.

Programme d'urgence ou programme de transition ?

Notre programme politique ne doit pas se résumer à un catalogue de mots d'ordre (programme d'urgence), qui ne peuvent qu'apparaître abstraits et donc non crédibles si nous n'expliquons pas les moyens qu'il faudra mettre en œuvre pour les réaliser. Il faut renouer avec une logique transitoire, c'est-à-dire articuler les mots d'ordre à la nécessité d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, qui exproprierait les grands groupes capitalistes, pour les imposer. Ce n'est pas en alimentant les illusions sur les possibilités d'obtenir une loi pour interdire les licenciements que nous paraîtrons plus réalistes. Si des luttes dans le cadre du système peuvent permettre d'obtenir des avancées, celles-ci sont d'autant plus fragiles et difficiles à arracher que le capitalisme est englué dans une crise profonde. Les capitalistes ont très peu de marges de manœuvres pour céder quoi que ce soit. De véritables

avancées pour les travailleurs nécessitent donc d'en finir avec le capitalisme, et donc de faire la révolution. Il n'y a pas de phase intermédiaire possible, celle d'un hypothétique gouvernement anti-austérité, qui préparerait une étape ultérieure spécifiquement anticapitaliste et socialiste.

Osons promouvoir notre idéal communiste !

Le programme révolutionnaire est centré sur la question de la transition entre la société actuelle et la société que nous voulons construire. La défense d'un programme révolutionnaire va donc de pair avec la mise en discussion de l'idéal que nous cherchons à atteindre. Il faut réhabiliter de joli nom de « communisme » qui exprime à la fois le « mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses » et la finalité d'une société sans classe qui vise l'émancipation intégrale des individus. Notre projet ne vise pas « simplement » à répartir les richesses autrement, il vise à transformer en profondeur les rapports de production et l'ensemble des rapports sociaux pour permettre d'en finir avec l'exploitation et toutes les aliénations (aliénation au travail, aliénation consumériste, etc.).

Osons donc, pas seulement en cénacle, mais dans notre expression publique, parler de la nouvelle société dont nous rêvons en la plaçant en perspective et au delà de nos revendications immédiates. Non pas en la détaillant de manière arbitraire, mais en en dessinant les contours : osons parler d'autogestion, conseils de quartiers, d'usines, de villages, osons évoquer le remplacement des dirigeants par des délégués, osons ! Nous avons tout à y gagner

Tactique de front unique ou

front social et politique avec les réformistes ?

L'unité n'est pas un principe, mais une tactique reposant sur la nécessité de mobiliser le plus largement possible les travailleurs sur la base de mots d'ordre précis et concrets. Il est donc juste de s'adresser à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, et donc prétendant défendre les intérêts des travailleurs, pour agir ensemble sur des objectifs communs. **Mais le front unique n'est pas :**

- **un front programmatique :** nous ne pouvons pas signer un texte commun qui inclut des positions contraires aux nôtres. L'accord sur une revendication commune ne doit pas nous faire changer de discours ! L'unité doit se faire sur ce qui fait accord, en laissant de côté tout qui fait désaccord. Par exemple nous devons mobiliser ensemble contre les mesures d'austérité, mais sans en appeler à la « relance » pour sortir de la crise ou à une « vraie politique de gauche » ;
- **un front sans contenu :** les appels vides et creux ne servent à rien, sauf à entretenir la confusion, à désarmer les travailleurs, et à apporter notre caution à la politique des réformistes. Quand un appel commun ne se prononce pas (ou est volontairement flou) sur les questions clé d'une mobilisation, nous ne devons pas le signer, car il est facteur de démobilisation et fait le jeu des bureaucraties réformistes ;
- **un front permanent avec les réformistes :** notre stratégie révolutionnaire rend impossible tout accord durable avec les réformistes. Si des accords ponctuels sont possibles, un front permanent ne pourrait se faire

qu'au prix d'un abandon de nos positions politiques fondamentales ;

- **un front pacifié** : ne devons pas nous abstenir de critiquer nos partenaires sous prétexte que nous agissons ensemble. Nous devons au contraire pointer du doigt leurs manquements, leurs ambiguïtés, leurs trahisons, en combinant interpellation et dénonciation en fonction des expériences qui sont vécues par celles et ceux qui luttent ;
- **un front électoral** : les élections n'étant pour nous qu'une tribune permettant d'utiliser les rouages bourgeois pour populariser les idées révolutionnaires, hors de question de diluer ces idées et de gâcher ainsi l'occasion de nous faire connaître et de rendre notre parti attractif.

Promouvoir un marxisme vivant et s'emparer de toutes les questions

Une partie de la direction sortante aimerait réduire son opposition interne à la juxtaposition de groupes dogmatiques, sectaires, ouvriéristes, gauchistes, récitant le catéchisme trotsko-trotskyte, défendant un marxisme rabougri incapable de saisir la complexité et la nouveauté de la situation. Cette façon de poser le débat, opposant « ouverts » et « sectaires », est une stigmatisation appauvrissante et dépolitisante. Faute d'être capable d'une discussion sérieuse, elle esquive les débats de fond et nourrit les tensions inter-individuelles. Ainsi, elle dépolitise complètement les militants qui ont pourtant besoin d'être armés pour l'action. Or, loin de vouloir nous replier sur une citadelle trotskyte, nous nourrissons le projet d'un parti qui n'évacue aucune problématique, et qui discute sans tabou. Et donc en po-

sition d'héritiers (et non de rentiers) d'une tradition marxiste révolutionnaire, qu'il nous faut critiquer et actualiser en permanence. Mais nous refusons aussi l'éclectisme à la mode et nous pensons que pour transformer le monde il faut se fixer démocratiquement des orientations communes, les appliquer ensemble, et en tirer des bilans.

Reprendre le meilleur des traditions du mouvement ouvrier

« Notre logique politique, c'est de prendre le meilleur des traditions du mouvement ouvrier » disait Olivier Besancenot lors du congrès de fondation. Nous sommes d'accord, à condition de mener la discussion sur ce qu'est le « meilleur » de ces traditions, ce qui n'a jamais été fait dans le parti, faute de quoi cette formule est restée un effet d'annonce. Pour nous, le « meilleur », ce n'est pas seulement la tradition trotskyte, dont il faut faire un bilan critique, mais aussi beaucoup d'aspects d'autres traditions révolutionnaires.

Par exemple, il y a beaucoup de leçons à tirer des positions de la première opposition de gauche, au printemps 1918, dans le parti bolchevik (cf. l'ouvrage en français sur les numéros de la revue *Kommunist* : http://www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=1483) : critique du taylorisme, du bureaucratisme naissant dans le parti, de la coupure entre parti et soviets, etc. D'un autre côté, il nous semble aussi utile de discuter et de faire une critique radicale de toutes les idéologies réformistes qui visent à enfermer le prolétariat dans une logique institutionnelle.

Déconstruire le discours antilibéral et promouvoir une analyse marxiste de la crise

Notre dernier congrès avait discuté et voté une analyse marxiste de la crise : « *la crise n'est pas due à des politiques économiques 'absurdes', mais à la baisse des taux de profit* » ; « *la 'solution' capitaliste à la crise passe donc par le redressement des taux de profit, combinant destruction de capital et augmentation du taux d'exploitation* » ; « *L'augmentation des salaires, de la protection sociale, des dépenses publiques pour renforcer et développer les services publics ne sont donc pas une 'solution' à la crise capitaliste* ».

Force est de constater que la direction du parti refuse obstinément de porter cette analyse et défend au contraire une analyse keynésienne ou sous-consommationniste de la crise. Partout, elle explique que les politiques d'austérité compriment le pouvoir d'achat des travailleurs, ce qui réduit la demande et provoque une crise de surproduction. Cette analyse est celle du Front de gauche, et elle est le fondement théorique de ses solutions antilibérales : il faudrait augmenter les salaires et les dépenses publiques pour augmenter le niveau de la demande et sortir de la crise de surproduction.

Il sera nécessaire au congrès d'avoir à nouveau la discussion en profondeur afin que chacun s'approprie les enjeux et que les résolutions de l'instance souveraine du parti soient respectées. Cette discussion est fondamentale, car il s'agit de se doter d'une analyse économique marxiste qui démontre la nécessité de sortir du capitalisme pour sortir de l'austérité. Il ne s'agit pas d'un supplément d'âme ou d'un débat entre « experts », mais d'un enjeu central de notre combat politique.

Lever les tabous de la gauche anticapitaliste : repenser notre rapport à l'UE et au libre-échange

Lors de la campagne des européennes, notre parti a adopté une orientation qui fait l'impasse sur la nécessité de rompre avec l'Union européenne. Pire, il associe l'idée de la sortie de l'UE ou de l'euro au Front national. C'est une grave erreur d'orientation qui laisse au FN le monopole d'une posture anti-UE. Derrière cette erreur, il y a le présupposé que tout dépassement des frontières nationales serait progressiste, permettant de développer les forces productives, et que notre rôle serait de parachever l'œuvre commencée par les bourgeoisies d'Europe. C'est une façon de penser, héritière d'un marxisme mécanique, aveugle aux reculs immédiats qui sont imposés aux travailleur-ses d'Europe. Il est nécessaire de rompre avec cette culpabilisation permanente qui vise à faire passer tous les opposants à l'UE pour des affreux réactionnaires, ce qui fait le jeu du FN. Il faut assumer clairement la nécessité de rompre clairement avec l'UE, ses traités, sa monnaie si on veut rompre concrètement avec le capitalisme et s'engager dans une construction socialiste.

Nous devons également être des opposants déterminés au libre-échange (des marchandises et des capitaux) qui vise à lever toutes les entraves au pouvoir du capital et à exacerber la concurrence entre les travailleurs pour détruire les acquis sociaux. LO nous montre ce qu'il ne faut surtout pas faire en nous expliquant que l'UE, le TAFTA (traité transatlantique) ne sont que des épiphénomènes contre lesquels il ne faut surtout pas lutter parce que cela nous détournerait de la « lutte contre le capitalisme ». Comme si le capitalisme ne s'incarnait pas dans des institutions qu'il faut absolument combattre sauf à mener un combat purement rhétorique et abstrait contre le capitalisme. Nous

ne devons pas être indifférents aux armes dont se dotent la bourgeoisie pour nous combattre. Cela n'implique absolument pas que nous défendions une solution « nationale » ou « protectionniste » dans le cadre du capitalisme.

Intégrer les luttes spécifiques à notre combat communiste

Même si nous ouvrons ce débat sur les points qui recouvrent les désaccords stratégiques identifiés, ce texte ne constitue bien sûr pas un programme exhaustif. D'autres points méritent d'être développés : la lutte contre l'impérialisme français et ses guerres de redéploiement, le racisme anti-Roms, l'islamophobie, l'oppression des LGBTI, notre intervention dans les luttes féministes, ou encore les luttes écologistes.

En tant que militants en faveur d'une société permettant l'émancipation la plus complète, ces questions doivent être comprises comme parties intégrantes de notre combat révolutionnaire. Cette intégration ne doit pas être faite de façon artificielle et dogmatique, mais par de vraies expériences et élaborations, qui sur beaucoup de sujets restent à faire ou sont insuffisamment prises en charge.

Dans l'extrême gauche en France, le NPA est le parti qui intervient le plus sur les questions autres que purement économiques, et c'est un acquis très positif. Mais nous pensons que pour dépasser la simple juxtaposition de préférences d'intervention, et véritablement « faire parti », l'élaboration d'un programme révolutionnaire global et cohérent est nécessaire.

Prioriser l'intervention sur les lieux de travail et prendre des initiatives pour constituer un courant

intersyndical lutte de classe face aux directions syndicales

Il n'est bien entendu pas question de négliger tous les autres secteurs d'intervention. Mais nous devons nous construire davantage sur les lieux de travail. En intervenant auprès de nos collègues de travail, autant que possible en tant que militants politiques, partout où nous en avons la force. Nous devons faire le maximum pour avoir une intervention politique en direction de nos collègues de travail. La grève, c'est-à-dire le blocage de l'activité économique, reste le moyen décisif dont disposent les travailleurs pour s'opposer au patronat et au gouvernement. Le parti doit donc coordonner l'activité des militants sur les lieux de travail, en premier lieu à l'intérieur des syndicats. La récente grève de la SNCF a montré l'utilité pour les militants d'un secteur de se coordonner, et les précieux point d'appui que sont les positions des révolutionnaires dans les syndicats.

Les bureaucraties syndicales sont vautrées dans le « dialogue social » et le confort qui va avec. Certaines promeuvent directement les pires contre-réformes (comme la CFDT qui appuie le pacte de responsabilité) pendant que les plus « radicales » passent leur temps dans les salons ministériels ou patronaux, et s'acharnent à empêcher l'émergence de grèves puissantes. Quand celles-ci apparaissent malgré tout, elles n'ont de cesse de chercher à les isoler, à les saucissonner, et donc à les neutraliser, pour que tout rentre dans l'ordre.

Chacun ressent donc la nécessité de s'organiser, à l'intérieur des syndicats, face aux bureaucraties syndicales. Pourtant, aucune initiative concrète n'a été prise par la direction du parti en 5 ans d'existence. Pire, elle a même donné des gages de « bonne conduite » aux

bureaucraties syndicales pour ne pas trop se fâcher avec elle : à la veille du mouvement des retraites de 2010, le NPA est allé jusqu'à dire à la CGT : « *le NPA a tenu à dire à la CGT que sa crainte de construction d'un courant NPA dans la CGT, était sans fondement* » (<http://www.npa2009.org/content/communiqu%C3%A9-du-npa-rencontre-npa-cgt>). Ce souci de ménager nos bonnes relations avec l'ensemble des militants (et de ne pas entrer en conflit avec les bureaucrates) l'a donc emporté sur la nécessité de constituer enfin un courant organisé dans les syndicats avec les militants les plus radicaux. C'est à notre sens une erreur profonde. Un tel courant devrait être capable d'agréger les militants et équipes qui agissent avec une orientation de lutte de classe, incluant le combat contre l'orientation des bureaucrates, pour la réappropriation des syndicats par les travailleurs. Un tel courant devrait regrouper les militants et équipes de lutte de classe au-delà des différentes sensibilités politiques. Le NPA n'a certes pas le pouvoir d'en décréter l'existence, mais nous avons les moyens de prendre des initiatives publiques concrètes pour avancer dans ce sens.

Sortir des réponses ambiguës ou partiales, des logiques de tendance bloquées, des appels creux à

L'unité : seul un véritable débat peut nous faire avancer ensemble

Des premiers textes et des premiers échanges ont eu lieu lors de la commission de congrès du 28 juin. Au sein de la majorité, des doutes apparaissent sur la ligne politique du NPA. Yvan, par exemple, écrit : « *L'opposition de gauche existe, son contenu ne répond pas à ce pourquoi nous nous sommes battus et il devient nécessaire de réfléchir collectivement à une reformulation de notre démarche* », avant d'ajouter aussitôt « *Il ne s'agit pas de rompre avec elle mais bien d'en préciser le contenu politique* ». Yvan perçoit bien le problème de l'utilisation de l'expression « *opposition de gauche* », mais il n'en tire pas de conséquence claire. Alors qu'il disait, avec Cathy, qu'il fallait « *mettre au cœur de notre travail le réarmement programmatique et politique du NPA* », nous attendons toujours les pistes qu'ils proposent. Yvan s'appuie en outre sur le rapport de forces dégradé pour nous mettre en garde contre tout « *radicalisme incantatoire* ». Or, si notre projet politique apparaît aujourd'hui comme incantatoire, ce n'est pas en raison d'une trop grande radicalité, mais parce que des réponses éparées, des mots d'ordre, ne constituent pas un programme global et cohérent.

Nous partageons un grand

nombre de positions communes avec les camarades du courant « *Anticapitalisme et Révolution* » (A&R) et du CCR : sur notre rapport au Front de gauche ou pour prioriser l'intervention sur les lieux de travail. Nous pensons cependant que tourner le parti vers les luttes et la classe ouvrière, est une condition nécessaire mais pas suffisante pour nous construire parmi les travailleurs. L'exemple de Lutte ouvrière le démontre. Il est essentiel, d'une part de porter publiquement un projet politique révolutionnaire convaincant, radicalement différent de celui du FDG, et d'autre part, de prendre des initiatives pour structurer une opposition syndicale contre les bureaucrates. La discussion doit se poursuivre, mais nous pensons que focaliser la discussion sur les champs d'interventions est trop limitatif et nous expose à un risque de dépolitisation et de parasyndicalisme. Le contenu des tracts, les positions politiques que nous prenons et en particulier que nos porte parole défendent, tout cela a aussi un impact sur notre construction. Par ailleurs, la conviction qu'il faut prioriser l'intervention sur les lieux de travail n'est pas un dogme, elle doit découler de la conviction que le prolétariat peut s'auto-organiser et renverser le capitalisme.

Tendance Claire,
le 17 juillet 2014

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS DU CONGRÈS

Pour une écologie révolutionnaire !

L'écologie ne doit en aucun cas constituer un simple supplément d'âme par rapport au programme révolutionnaire de notre parti. C'est encore trop souvent le cas dans notre expression alors que sur le terrain, les militants du NPA

sont connus et reconnus dans bien des combats et font feu de tout bois aux côtés des militants écologistes les plus radicaux ou afin d'aider à la convergence des luttes. Il ne faut pas plaquer artificiellement l'écologie, tel un appendice peu naturel

de la lutte de classe, sur l'idéologie ou sur l'activité de notre parti pour trois raisons essentielles :

1) **Il serait irresponsable comme le défend par exemple LO, de faire fi de l'urgence écologique en affirmant qu'il suf-**

fit de renverser le capitalisme pour que tout s'arrange. En cas de catastrophe climatique ou nucléaire, ce sont des pans entiers de l'humanité et de la planète qui sont menacés. Ce combat pour la sauvegarde de la vie doit évidemment se mener de front et en lien avec le combat contre l'exploitation capitaliste.

Certaines techniques comme la fission nucléaire ou l'extraction du gaz de schiste sont à rejeter en elles-mêmes. Le capitalisme nous fait aussi courir des risques inconnus avec les OGM, les nanotechnologies...

Sous le communisme, on pourrait envisager des recherches sur ces techniques. Mais sous le capitalisme, il est impensable de renoncer à combattre dès maintenant l'utilisation de ces techniques et la pseudo recherche en la matière, qui nous met toujours devant le fait accompli.

En plus de l'exploitation et de l'aliénation capitalistes, les travailleurs subissent aujourd'hui la menace de mort et de destruction que l'irresponsabilité de ce système fait planer sur eux. Le NPA ne peut décemment hiérarchiser ces combats, ni implicitement ni explicitement, ni d'un point de vue temporel.

Chacun dans notre parti en a bien conscience, mais c'est pourtant hélas l'impression inverse qui émane de notre expression quotidienne essentiellement centrée sur les revendications ouvrières de notre classe.

Ce souci d'une meilleure communication doit être constant dans toutes les commissions de notre parti et au CE, pas seulement au sein de la commission écologie. Un travail en lien des différentes commissions devrait donc être généralisé et non se limiter à des rencontres ponctuelles.

2) L'écologie constitue au-

jourd'hui un formidable vecteur de mobilisation : l'aberration du système capitaliste, ses excès, son caractère profondément anti-démocratique, apparaissent au moins aussi clairement avec les désastres écologiques qu'avec les désastres sociaux. De nombreux militants peuvent venir aux idées révolutionnaires grâce à des combats ciblés au départ sur une problématique environnementale, qu'elle soit locale ou générale. A nous, grâce à notre expression, à notre dénonciation constante et permanente du système en lien avec les combats écologistes, à nos propositions de société nouvelle, de d'orienter cette révolte vers un projet anticapitaliste conséquent.

C'est pourquoi notre écologie doit être révolutionnaire et ne doit pas se contenter d'un simple accompagnement des luttes.

Le NPA peut et doit apporter une dimension politique aux luttes et expliquer inlassablement que le capitalisme est aveugle, irresponsable, que si des victoires ponctuelles sont possibles en nous mobilisant, nous serons toujours confrontés à cette irresponsabilité de la loi de la concurrence et du profit, que réformer le capitalisme n'est pas possible à ce titre.

Le NPA doit expliquer que dans la société future et démocratique que nous voulons construire, nous ne serons certes pas à l'abri d'erreurs ou de désastres écologiques mais que débarrassé de la dictature du capital, nous aurons bien davantage les moyens d'éviter le pire.

3) Trop souvent, les militants écologistes et les militants ouvriers mènent leurs combats séparément, voire s'opposent (exemple de Fessenheim). Le NPA doit travailler concrètement à créer des ponts entre ces luttes qui doivent s'irriguer l'une l'autre, s'enrichir, se compléter afin de donner une cohérence aux différents

combats militants et de permettre une vision structurée de la société que nous voulons.

Notre parti a su le faire avec le nucléaire où, à l'inverse de stigmatiser les travailleurs de la filière, nous proposons, à titre de revendication transitoire, la reconversion des travailleurs dans le démantèlement ou dans les énergies renouvelables ainsi que la création de centaines de milliers d'emplois.

Mais pour envisager cette reconversion, il faut évidemment que les travailleurs soient aux manettes de l'ensemble de la filière énergétique et donc... exproprier tous les grands groupes et s'extraire du capitalisme. Notre position est généralement bien comprise et acceptée par les militants antinucléaires, et même par certains travailleurs de la filière.

Ce que nous avons ébauché avec le nucléaire, nous pouvons l'étendre à bien des secteurs de la production capitaliste

Enfin, notre écologie doit réfléchir aujourd'hui à intégrer pour partie les notions de décroissance et d'anticonsumérisme, qui peuvent être d'un apport non négligeable à notre réflexion anticapitaliste.

Là encore, le dégoût croissant et justifié de la société de consommation motive une frange grandissante de la population à chercher des réponses originales et novatrices, mais qui se contentent trop souvent du « que faire ici et maintenant ? » et du repli sur soi dans des expériences locales certes intéressantes et nécessaires, mais insuffisantes.

Il existe, au sein de la mouvance décroissante, protéiforme et diffuse, des alliés naturels du NPA, au delà des différences de vocabulaire et des parcours militants de chacun. Sachons reconnaître leur apport et saisir les possibilités de travailler ensemble à l'élaboration

d'une vision commune de l'avenir de la planète.

Pour toutes les raisons évoquées ci-dessus, notre écologie doit être révolutionnaire, et se démarquer à tout prix de celle du Front de gauche, qui confisque de plus en plus à son profit le terme « écosocialisme » alors qu'il est aisé de dé-

montrer que les propositions du PG sont juste teintées d'un réformisme mollasson.

L'écologie en général, le nucléaire (Le PC est pour, le PG propose une sortie irresponsable en 20-25 ans), constituent autant de solides motivations supplémentaires de refuser toute alliance po-

litique avec le FDG

Ces différences, sachons les expliquer publiquement, elles constituent une partie de notre identité et justifient d'autant plus l'existence d'un parti tel que le nôtre.

Tendance Claire,

le 17 juillet 2014

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS DU CONGRÈS

« Vous vous adressez à une minorité alors qu'il faut s'adresser à tout le monde ! »

Cette contribution est une tentative de répondre à ce reproche que l'on nous fait, nous qui voulons que le NPA parle de révolution. Bien sûr que la révolution fait peur à beaucoup de gens, bien sûr qu'aujourd'hui seule une minorité est prête à nous rejoindre sur ce discours. Nous avons les mêmes yeux pour le voir. Alors est-ce que cela veut dire que tournons le dos à la majorité des exploité-e-s et opprimé-e-s ?

Evidemment non. Comme tant d'autres camarades, nous intervenons dans des syndicats ou des collectifs qui ne sont pas « révolutionnaires » et nous essayons d'y faire militer toutes les bonnes volontés pour résister. Le problème n'est pas là. Mais déjà un premier constat : les militant-e-s qui font tourner ces cadres unitaires sont la plupart du temps influencés directement ou indirectement par des courants politiques, que ce soit des vieux militants (ex-)PC dans telle CGT locale, des jeunes liés à l'autonomisme dans telle coordination d'intermittents-précaires... Sans même parler du problème des échelons de pouvoir (bureaucrates divers, intermédiaires ou en chef), la politique n'est pas absente des syndicats. Partout où il y a des luttes, il y a des militant-e-s qui se

posent des questions. Et quand elles sont suffisamment engagé-e-s pour maintenir une activité sur la durée, c'est la plupart du temps qu'ils-elles ont un projet, même très confus, même réformiste ou même pas formulé. Tout ça pour dire qu'on ne peut pas faire une séparation binaire entre le NPA, où l'on parle (des fois) du projet révolutionnaire entre nous, et nos milieux dans lesquels il faudrait le cacher.

La ligne actuelle de notre parti (P1) revient en pratique souvent à nous faire endosser des revendications qui se veulent « unitaires », comme l'audit citoyen de la dette et la taxation des profits, mais qui nous font dévier vers le projet illusoire de la gauche antilibérale, projet qui n'a d'ailleurs pas vocation à stimuler des luttes... Pour nous c'est cette dérive, de s'adresser de plus en plus à une certaine minorité, qu'il faut stopper en priorité dans ce congrès.

En réaction, certain-e-s camarades (P3, P4) veulent cesser quasiment tout discours de perspective politique pour parler uniquement au présent aux travailleur-se-s : « il faut lutter ». Le tout se voulant d'une orthodoxie matérialiste discutable : « ils-elles vont lutter, ils-elles comprendront ensuite

pourquoi ». Bien sûr, les étincelles, les explosions de colère qui s'emparent de secteurs entiers sur des questions très prosaïques, ça existe, c'est fondamental de compter là-dessus pour les grandes luttes et pour la révolution. Mais ce qui fait que les idées révolutionnaires ou au moins combattives gagnent du terrain dans ces moments-là, c'est aussi le fait que des militant-e-s convaincu-e-s, donc politisé-e-s, sont présent-e-s. Nos tracts quotidiens en tant que NPA sont bien plus utiles si nous expliquons pourquoi nous ne comptons que sur le rapport de force et pourquoi les capitalistes auront le dernier mot tant qu'on ne prendra pas le pouvoir, plutôt que si nous en restons à « il faut lutter ». Incantation tout sauf stimulante, en particulier pour les jeunes radicalisé-e-s.

Il nous faut être des militant-e-s de terrain, gagner de la confiance en se rendant utiles au quotidien, côte à côte avec des militant-e-s d'autres courants, oui. On doit avoir un discours bien plus souple que révolutionnaire dans un tract unitaire de collectif ou autre. Mais cela ne nous empêche pas d'être identifiés. Tel-le camarade CGT défend que le complément à son syndicalisme, ce serait un bon « gouvernement de gauche » ? Soit,

nous nous n'y croyons pas, et nous sommes pour le pouvoir des travailleur-se-s ! Cette idée radicale ne peut progresser largement que

sur la base d'embryons concrets comme les comités de grève dans une lutte, les AG interpro, etc. Mais pour « progresser », il faut déjà

qu'elle existe. Donc il ne faut pas avoir peur de l'exprimer.

Plateforme 5,

le 13 décembre 2014

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS DU CONGRÈS

En finir avec les analyses keynésiennes qui brouillent notre message politique !

En théorie, notre parti et nos porte-parole devraient défendre publiquement l'analyse de la crise adoptée lors de notre dernier congrès :

Pour « sortir de la crise », certains préconisent des mesures « keynésiennes », censées dynamiser la demande et relancer l'accumulation. Ils s'opposent aux politiques d'austérité au nom de leur « inefficacité ». En fait, la crise n'est pas due à des politiques économiques « absurdes », mais à la baisse des taux de profit menant à la crise généralisée (...) Nécessairement, la « solution » capitaliste à la crise passe donc par le redressement des taux de profit, combinant destruction de capital et augmentation du taux d'exploitation¹

Malheureusement, l'analyse défendue publiquement est non seulement différente, mais parfois opposée, allant même jusqu'à rejoindre par moment celle des réformistes keynésiens. L'intervention d'Olivier Besancenot chez Bourdin le 3 décembre en est un exemple flagrant :

Par les politiques d'austérité, on prive la population des moyens de consommer, donc on alimente la récession économique

Il y a des entreprises qui ne savent plus comment faire pour écouler ce qu'elles ont, elles sont pour la plupart en surcapacité de produc-

tion parce qu'elles n'arrivent pas à trouver des marchés solvables, c'est la réalité de la récession économique, c'est pourquoi le gouvernement est disqualifié depuis le début par sa politique de l'offre²

Ainsi, selon nous le NPA, la faiblesse des salaires provoquerait une faiblesse de la consommation qui serait à l'origine de la crise de surproduction que nous subissons. Nous reprenons donc ici mots pour mots les analyses du Front de gauche.

Sauf que le Front de gauche en tire lui une conclusion logique : pas besoin de sortir du capitalisme pour sortir de la crise, il faut une politique de relance, augmenter les salaires et les dépenses publiques pour augmenter la demande et donc le niveau de la production.

Nous devrions pourtant nous garder de ces analyses tout simplement parce qu'elles sont fausses et qu'elles sèment des illusions. Toutes les relances (notamment celle de 1981) ont aggravé la crise et ont débouché sur des politiques d'austérité décapées. Aujourd'hui, les pays les plus en difficulté de la zone euro (France et Italie) ne sont pas celles qui ont mené les politiques d'austérité les plus dures ; ce sont au contraire les pays qui sont « en retard » et qui vont de-

voir mettre en place des contre-réformes très dures pour essayer de redresser le taux de profit, condition sine qua non de tout redémarrage économique (aussi modeste soit-il). Dans le cadre du capitalisme, il n'y a pas de sortie de crise « par le haut », en améliorant le bien-être des travailleurs. Nous devrions combattre ces mensonges propagés sciemment par les réformistes pour empêcher toute issue anticapitaliste à la crise.

Or au contraire, notre discours public fait souvent croire que les profits sont très hauts mais que les capitalistes sont devenus très méchants et qu'ils refusent d'investir pour se gaver de dividendes. OB dit ainsi :

La part des profits des entreprises va de plus en plus sous forme de dividendes pour les actionnaires ; à la fin des années 1980, il y avait à peu près 30% des bénéfices qui revenaient à la finance, à la rémunération des actionnaires, et aujourd'hui on parle de 80%

Or, les dividendes nets versés aux actionnaires représentaient 17% du profit (excédent brut d'exploitation) en 2012 contre 11% en 1989. On est très loin des chiffres annoncés. Ils ont certes augmenté et on peut bien sûr le souligner, mais dans le même temps, la part des revenus nets de la propriété

1. <http://npa2009.org/sites/default/files/CR%202e%20congres-web.pdf>

2. <http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/bourdin-direct-olivier-besancenot-0312-364241.html>

dans le profit a plutôt baissé depuis la fin des années 1980 (24% en 2012 contre 29% en 1989) car les intérêts versés ont fortement diminué. Pire, la part du profit réinvesti n'a pas du tout diminué entre 1989 et 2012, elle a augmenté passant de 65% à 74%. Donc il est factuellement faux d'affirmer que les capitalistes feraient la grève de l'investissement. Ce sont les lois de la concurrence qui leur imposent d'investir pour

rester compétitif.

La véritable raison de la dépression économique est la faiblesse du taux de profit qui conduit à un investissement faible, et donc à une croissance anémique et à un chômage massif. Et les politiques visant à rétablir le taux de profit ne sont pas absurdes ou facteurs d'aggravation de la crise, elles sont une réponse nécessaire à la crise de la part des capitalistes.

Donc la seule alternative à l'austérité est la rupture avec le capitalisme. Voilà ce que nous devrions expliquer en appui à notre projet anticapitaliste, au lieu de nous tirer une balle dans le pied en reprenant à notre compte les analyses des réformistes.

Gaston Lefranc,

le 13 décembre 2014

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS DU CONGRÈS

Pourquoi n'y a-t-il pas de plateforme commune P3/P5 ?

Les camarades P3 (A&R et CCR) disent « regretter » qu'il n'y ait pas de plateforme commune de la « gauche du parti »... et que ce serait à cause de la P4 et de la P5. Vraiment ?

Depuis le début du NPA, nous proposons une « grande tendance révolutionnaire pluraliste ». La direction du CCR a rompu le processus de fusion qui était engagé, avec des « méthodes » dont d'autres camarades font depuis les frais. Les dirigeant-e-s A&R ont toujours refusé de discuter, excluant la TC du regroupement de gauche en 2010 et ne répondant pas à nos lettres, même lors du processus constituant de leur courant en 2013.

Au congrès de 2013, les délégué-e-s TC et Meuse de la PZ avaient voté le texte proposé par la PY – le CCR hurlant alors à la « capitulation devant les centristes de gauche ». Puis, CPN après CPN, les élu-e-s TC et CCR au CPN ont multiplié les appels à discuter avec A&R, tout en amendant ses résolutions. Les dirigeant-e-s d'A&R ont refusé toute discussion sérieuse, intégrant ou non les amendements CCR et parfois TC selon leur bon vouloir. Appa-

remment sans logique, les mêmes amendements (pour articuler les revendications avec l'objectif du pouvoir des travailleurs/ses, pour regrouper les syndicalistes lutte de classe, pour enlever l'appel à voter PS sous prétexte de faire barrage au FN...) étaient tantôt rejetés, tantôt intégrés... En fait, il s'agissait de tester les capacités respectives du CCR et de la TC à faire des « compromis »... ou à renoncer aux fondamentaux de la PZ !

Lors de notre rencontre cet été, ils/elles ont exigé comme préalable qu'on s'engage à discuter sur la base de leur plateforme. Nous avons répondu que nous voulions d'abord discuter des divergences de fond et leur avons adressé une lettre ouverte... une fois encore sans réponse !

À la veille du dernier CPN, les dirigeant-e-s A&R et CCR ont prétendu qu'il n'y avait pas de désaccords importants entre nos plateformes et nous ont demandé d'abandonner la nôtre pour amender la leur. Nous avons proposé de discuter nos divergences – toujours en vain. Finalement, la plupart ont voté... contre la P5 – comme la P1 ! Et on nous dit « regretter » l'ab-

sence de plateforme commune ?

Selon nous, il y a bien des axes communs importants, comme le refus de mettre le NPA à la remorque des réformistes sous prétexte d'« unité », la volonté de construire le parti dans la lutte des classes, de l'implanter en priorité dans les lieux de travail, la convergence des luttes... Ces acquis précieux nous font plus espérer pour l'avenir que regretter le passé !

Mais il y a aussi des divergences qui méritent d'être enfin discutées comme telles, sans qu'on leur substitue une quelconque pression à l'« unité » – d'autant plus ridicule qu'une telle manœuvre imite celle dont nous nous plaignons ensemble quand elle vient... de la P1 à l'égard des autres plateformes.

Pour nous, la P3 développe une ligne parasyndicale et non clairement communiste, dans son texte et plus encore dans la pratique. Les camarades juxtaposent d'une part une orientation « vers l'extérieur » fondée sur l'appel à « lutter » et la défense de mesures d'urgence, et d'autre part le rappel – à usage interne – des principes de la « stratégie » révolutionnaire, que

sont censés garantir quelques « topos » d'un marxisme plus ou moins dogmatique. Pour nous, il s'agit au contraire d'articuler systématiquement les revendications immédiates à l'objectif de la prise du pouvoir, en défendant ouvertement le communisme autogestionnaire, tout en enrichissant le marxisme des acquis de l'écologie, du féminisme... Au CPN, on s'est gaussé de notre « auto-gestion ». Dans les luttes, les camarades d'A&R interviennent avec courage et détermination, mais se croient l'embryon d'un « état-major » et négligent l'auto-organisation – tandis que leurs jeunes mènent de vaines batailles d'appareil dans

l'UNEF. Quant aux camarades du CCR, pour la plupart étudiant-es, ils/elles interviennent en soutien de l'extérieur dans les luttes choisies selon la tactique sinieuse de leur propre construction, et crient ensuite sur tous les toits qu'ils/elles sont au cœur de la lutte de classe, que tou-te-s les camarades qui ne font pas leurs choix ne sont pas des « révolutionnaires », ne participent pas aux luttes – et autres allégations aussi sectaires que grotesques.

Logiquement, la P3 n'accorde aucune importance à des combats qui sont pour nous au cœur du projet communiste du XXI^e siècle, comme l'écologie (rien dans leur

texte et refus d'amender la motion spéciale sur le sujet) et le féminisme (boycott des débats du CPN sur ce point, quatre lignes sur les « femmes travailleuses » dans le texte P3).

Enfin, la P3 refuse de combattre pour la rupture anticapitaliste et internationaliste avec l'UE – question qui fait partie de celles sur lesquelles elle est en fait si divisée, sous la façade d'un accord fragile, qu'elle est loin de proposer une alternative conséquente à la direction sortante.

Plateforme 5,
le 7 janvier 2015

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS DU CONGRÈS

Plateforme 2 : juste milieu... ou centre mou ?

La P2 se revendique à juste titre comme le centre du parti. Mais le centre peut-il éviter le « centrisme », dans le sens d'une oscillation entre deux pôles politiques contradictoires et par là même d'une confusion politique ?

Regroupant un secteur de la direction sortante (ex-PX) et un secteur d'un courant d'opposition (ex-PY), la P2 prétend dépasser les clivages cristallisés depuis le dernier congrès au moins. D'une part, la P2 s'oppose au cours de plus en plus sectaire du courant A&R désormais allié au CCR. D'autre part, elle s'oppose à la P1 avant tout sur le refus de la ligne martelée par celle-ci depuis deux ans, que résumant les formulations « opposition de gauche » et « gouvernement anti-austérité ». Il est tout à fait juste que ces formules, déclinées à toutes les sauces dans les tracts, les affiches, les éditoriaux et les discours médiatiques de l'ex-majorité, ont concentré une politique de suivisme à l'égard du Front

de gauche, paralysant la politique propre du NPA et pouvant aller jusqu'à des accords électoraux aux municipales. C'est un acquis qu'on ne saurait négliger pour l'avenir du parti et qui interdit de mettre la P2 sur le même plan que la P1.

Mais, sur des questions concrètes, on ne sait pas bien quelle politique propose la P2. Tout d'abord, nous attendons toujours le bilan du secteur de la P2 qui faisait partie de l'équipe de direction depuis le début du NPA et qui porte donc sa part de responsabilité dans les fautes commises et l'état actuel du parti.

De plus, sur le front unique, si nous pouvons nous réjouir du texte même de la P2, c'est tout autre chose dans la pratique ! Les camarades écrivent d'une part qu'il est hors de question de faire des accords programmatiques avec le FdG, mais revendiquent d'autre part que le NPA ait signé des appels comme celui de la manifestation du 15/11, dit « 3A », qui portait pour-

tant une orientation anti-libérale typique – non pas des revendications précises, mais l'idée d'une alternative par la relance. Les camarades affirment qu'il s'agit seulement d'une question tactique, que le but en signant de tels textes serait de mobiliser des secteurs du mouvement ouvrier, voire de jouer finement sur leurs contradictions internes... Mais en fait, ces secteurs ne se mobilisent ni plus ni moins parce qu'ils voient la signature du NPA sur de tels textes ! Par contre, signer ces textes, c'est cautionner une politique portée par les réformistes au lieu de leur opposer une ligne révolutionnaire. Pour nous, au contraire, l'unité d'action ne peut se faire que sur la base de revendications précises, sans ambiguïté programmatique.

De même, sur le plan électoral, au lieu de dire clairement, comme nous l'avons proposé, que le NPA refuserait tout accord avec le Front de gauche et n'irait donc pas perdre son temps à discuter des élections

avec lui, la P2 ne sait pas parler d'une même voix, alors que c'était là le premier test de sa cohérence. Si nous nous réjouissons vivement que les camarades soutiennent la motion A que nous avons élaborée ensemble, force est de constater que certain-e-s se contredisent et sèment de la confusion en soutenant en même temps la motion B qui veut nous faire discuter d'alternative politique avec le FdG... tout en disant que c'est impossible d'aboutir.

On retrouve l'ambiguïté sur la question centrale du programme révolutionnaire. Ainsi la P2 revendique-t-elle la démarche transitoire, l'objectif d'un « gouvernement anticapitaliste », mais selon elle il reviendrait aux tra-

vailleurs/ses de tirer cette conclusion des revendications dites « transitoires » que le parti défend. En fait, cela revient à ne pas défendre publiquement la perspective du pouvoir des travailleurs/ses, encore moins celle du communisme – et, en pratique, à mettre en avant surtout des « mesures d'urgence » sans perspective politique révolutionnaire... en large continuité avec la politique pourtant illisible du NPA depuis ses débuts !

De même, sur l'Union européenne, la P2 se contente de formules floues qui ne peuvent cacher le désaccord existant entre les deux courants de la P2 : l'un a pu défendre avec nous au CPN de mai une motion pour la rupture anticapitaliste et internationa-

liste avec l'UE, l'autre pense au contraire que toute idée de rupture serait en soi porteuse d'un repli nationaliste et présente même l'euro comme « progressiste » !

De même encore, sur le féminisme, les deux courants de la P2 défendent des positions opposées. Or, sur l'ensemble de ces questions extrêmement importante, il est à la fois indispensable de proposer une politique claire et peu responsable de ne même pas formuler les divergences (comme cela était parfaitement possible par des fenêtres alternatives) car cela sacrifie la clarté des positions et des débats à un accord au sommet dont le parti n'a que trop souffert.

Plateforme 5,
le 7 janvier 2015

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS DU CONGRÈS

2014 : Retour sur les luttes des intermittent·e·s du spectacle

Dès Janvier 2014 des collectifs d'intermittent-e-s et précaires se sont créés dans de nombreuses villes de France pour anticiper la lutte qui devait être inévitable suite à la signature de l'accord du 22 Mars par les bureaucraties syndicales (FO-CFDT) et le patronat.

Pour les militant-e-s de la tendance Claire investi-e-s dans ces collectifs la lutte a été menée autour de 3 axes principaux :

I/ Les Assemblées générales

Dès Janvier plusieurs collectifs sont nées d'AG plus ou moins spontanées. Elles rassemblaient surtout des intermittent-e-s mais aussi des intérimaires, précaires et demandeurs d'emploi. Dans les villes où ces AG étaient régulières et impulsées par des militant-e-s formé-e-s,

la lutte s'est développée très vite. Entre Orléans et Tours, deux villes de tailles comparables, si c'est principalement à Orléans que s'est déroulé la lutte, c'est grâce à l'impulsion de Sud Culture, syndicat très vivant sur la ville. À Tours, les militant-e-s (surtout CGT) étaient isolé-e-s, non organisé-e-s. Grâce à des AG régulières pendant tout 2014, le collectif d'Orléans a atteint plus de 200 personnes (il y a moins de 500 intermittent-e-s dans le Loiret !)

II/ La grève

Après plus de dix ans de pédagogie inlassable (vidéos, tracts, pétitions, prise de paroles avant les spectacles, actions spectaculaires, etc...), la grève et les occupations s'imposaient comme les seuls

moyens de se faire entendre par les médias et le gouvernement : il fallait bloquer directement l'économie.

À Orléans nous avons ainsi envahi à une cinquantaine le conseil régional du centre mi-juin jusqu'à faire interrompre la séance, obligeant le président de la région, à faire un courrier au ministre du travail, en copie à la ministre de la culture, expliquant qu'avant tout agrément ministériel, il fallait « impérativement prendre en compte les pistes formulées par le comité de suivi » ou en d'autres termes « faites quelque chose, la mobilisation prend de l'ampleur ».

Encore à Orléans, la veille de l'agrément ministériel de la convention d'assurance chômage (le 26 Juin), le collectif unitaire a voté en AG le blocage de l'ou-

verture du festival et a décidé de rencontrer les technicien-ne-s du Festival pour les inciter à discuter de la grève dans leur propre AG. Convaincu-e-s, ils et elles ont voté à la majorité la grève pour la soirée d'ouverture !! De nombreux médias nationaux sont alors accourus et le maire UMP de la ville s'est senti obligé de prendre position dans une conférence de presse.

A partir de Juin, et surtout du 4 Juillet (appel à la grève reconductible de la CGT spectacle et de Sud Culture sur le mot d'ordre d'Abrogation du protocole d'accord) les grèves et occupations se sont développées partout en France où les militant-e-s étaient les mieux organisé-e-s et les moins verrouillé-e-s par des bureaucraties syndicales. Sous la pression, le gouvernement a été obligé de donner des miettes, et un comité d'« experts » a été nommé par Valls, officiellement pour évaluer les revendications des collectifs en Lutte. C'était en réalité pour gagner du temps sur la mise en place du pro-

tocole. **De ce point de vue le refus de la CGT confédérale d'appeler à la grève pour le festival d'Avignon, a été salubre pour le gouvernement. Les militant-e-s engagé-e-s étaient isolé-e-s et gouvernement pouvait temporiser.**

III/ La convergence des luttes

Dans les AG l'idée de la convergence avec d'autres secteurs a fait son chemin, notamment avec les cheminots ou les postiers en lutte : prises de parole dans les AG respectives, cortèges communs. A Orléans, lors de la grève et de l'annulation de l'ouverture du festival de Jazz, une AG a eu lieu sur place et une délégation de cheminots s'est exprimée, ainsi que la FSU ou encore un universitaire. À Paris, la convergence avec la lutte des postiers/ères du 92 a été poussée jusqu'à ce que la CIP occupe les locaux de la direction de la Poste. Si cet exemple montre

bien la puissance de la convergence (cette petite action a eu un rôle important dans la victoire), pour autant seul-e-s les militant-e-s les plus à l'avant-garde du mouvement ont fait cette expérience de convergence, qui en représente donc pas l'état de conscience général du mouvement à Paris.

Mais tout cela aura eu le mérite d'avoir pu semer quelques graines pour la suite.

Le rapport rendu à l'UNEDIC le 17 décembre dernier par les « experts » confirme tout le travail qui a été fait jusque là : l'UNEDIC « Reconnaît et prend acte que le nouveau modèle d'indemnisation proposé par les collectifs en lutte est viable et ne coûte pas plus cher ». Mais le nouveau protocole d'assurance chômage a bien été mis en place. La route est encore longue, à nous de faire pousser les graines que nous avons semées dans les luttes de 2014.

Plateforme 5,
le 7 janvier 2015

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS DU CONGRÈS

Grèce : avec les travailleur-euse-s contre le patronat, son État et l'UE, avec les anticapitalistes, pas avec Tsipras !

La Grèce a été frappée de plein fouet par la crise, avec une chute du PIB de 25% et de l'investissement de plus de 50% depuis 2008 ! Le cadre de l'euro a fait des salaires la seule variable d'ajustement pour redresser la « compétitivité ». Les salaires ont baissé d'environ 30%. De plus en plus de travailleur-euse-s grec-que-s ne peuvent plus satisfaire leurs besoins élémentaires (alimentation correcte, santé, etc.). Les responsables doivent être dési-

gnés : le système capitaliste et ses serviteurs, qui devront répondre un jour de leurs crimes.

Les partis bourgeois de droite (Nouvelle démocratie) et de gauche (PASOK) qui ont appliqué les politiques d'austérité sont aujourd'hui à l'agonie. Même unis, ils ne semblent plus en capacité d'obtenir une majorité des suffrages. Dans 15 jours, le parti de la gauche anti-libérale, Syriza, sera probablement en mesure de former un nouveau

gouvernement. Syriza a mis beaucoup d'eau dans son vin, et plus l'échéance du pouvoir approche, plus Syriza donne des gages à la bourgeoisie nationale et internationale. Syriza affiche un programme « anti-austérité » mais il ne se donne aucun moyen de le réaliser. Sans mobilisation puissante des travailleurs pour rebattre les cartes, il n'y a aucune illusion à se faire : Tsipras et sa clique devront renier toutes leurs promesses, d'ailleurs

de moins en moins ambitieuses et précises.

C'est précisément pour cette raison que les anticapitalistes en Grèce ne doivent sous aucun prétexte se rallier au programme de Syriza ou s'en faire les soutiens critiques. Ils doivent au contraire, en dialogue avec les aspirations des masses, expliquer que, pour réaliser la tâche dont elles chargent Syriza, pour rompre avec les politiques d'austérité, il faudrait actionner deux leviers : s'attaquer à la propriété privée en expropriant les gros capitalistes et rompre avec l'Union européenne et sa monnaie. Ce sont les conditions à réunir pour tenter de mettre l'appareil productif au service des besoins de la population **et seules les masses elles-mêmes peuvent les accomplir par leur propre mobilisation auto-organisée, allant jusqu'à balayer l'État bourgeois grec, son armée et sa police.** Mais Tsipras est clair : pas question de nationaliser la moindre entreprise, pas question de rompre avec l'UE. Pire, il a renoncé à annuler la dette, et même à arrêter les paiements. Il a même précisé qu'il

paiera rubis sur l'ongle aux investisseurs privés les 3,5 milliards d'€ de dettes qui arrivent à échéance au printemps. Et l'économiste en chef de Syriza a dit qu'ils rembourseront intégralement le FMI. Il y a ainsi aucune illusion à se faire sur le contenu de la « renégociation » de la dette promise par Tsipras. La bourgeoisie n'a pas de raison d'être terrifiée par Tsipras, et d'ailleurs elle ne l'est pas. La seule inconnue est pour elle la réaction des travailleurs.

Notre parti doit avoir le courage de dire ces vérités et de ramener à contre-courant de tous les admirateurs zélés de Tsipras. Nous devons bien sûr être solidaires des travailleurs grecs et de Syriza face aux ingérences et aux chantages de l'impérialisme étranger. Mais nous sommes en radical désaccord avec les camarades de la P1 qui se positionnent pour un soutien politique à la « gauche grecque » face à la droite et à la Troïka. Non, Tsipras n'est pas notre camarade. **Oui, les travailleurs devront affronter Tsipras s'il dirige le prochain gouvernement.** C'est cela que nous devons expliquer. **Notre soutien politique doit aller aux anticapitalistes et**

à eux seuls qui, en Grèce, mettent à juste titre en avant la nécessité d'exproprier les gros capitalistes, de rompre avec l'UE, d'instaurer une monnaie nationale inconvertible et de contrôler strictement les flux financiers et commerciaux avec l'extérieur. Mais cela est présenté par la P1 (mais pas seulement !) comme une affreuse dérive nationaliste presque pire que la capitulation de Tsipras devant la bourgeoisie grecque et l'UE !

Or, quand la question du pouvoir se pose, il ne suffit pas de parler d'Europe sociale ou même d'Europe socialiste. L'urgence est d'expliquer qu'un gouvernement des travailleurs en Grèce ne pourrait arrêter l'austérité qui étrangle les travailleurs sans exproprier les grandes entreprises sans indemnités ni rachat et sous contrôle des travailleurs et sans rompre avec l'UE dans une logique anticapitaliste et internationaliste. En persistant à présenter toute perspective de rupture avec l'UE comme une dérive nationaliste, nous restons bloqués dans une impasse stratégique qui laisse un boulevard à l'extrême droite.

Plateforme 5,
le 7 janvier 2015

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS DU CONGRÈS

Quelles perspectives pour le NPA dans le secteur éducatif ?

Comme le reste de la société, l'éducation est soumise à l'offensive capitaliste : les lois d'orientation Peillon (premier et second degrés) et Fioraso (enseignement supérieur) en sont les piliers. Aujourd'hui, on est passé à leur application concrète : contre-réformes de "rythmes scolaires", du statut des personnels des collèges et lycées,

de l'indemnitaire...

Combattre les contre-réformes

Malgré d'inévitables nuances, il y a un réel accord entre militant-e-s des différentes plateformes sur la nécessité pour le NPA de porter une orientation de combat contre cette politique, formulant

des revendications de rupture (retrait ou abrogation des contre-réformes, satisfaction des revendications urgentes), s'appuyant sur l'auto-organisation dans une logique de centralisation et de généralisation des luttes, pour infliger une défaite à la politique gouvernementale. Les camarades sont ainsi investi-e-s dans les mobilisations.

Cela constitue un acquis incontestable. Mais sur deux points, il faut réfléchir à notre orientation.

Développer une critique révolutionnaire de l'école capitaliste

D'abord, il ne suffit pas, pour un parti anticapitaliste, de se borner à des revendications immédiates ou d'opposition aux mesures gouvernementales. Il est nécessaire de les relier à la question de l'alternative politique, du pouvoir, du gouvernement des travailleur-e-s. Mais aussi de les articuler à une perspective anticapitaliste dans le champ éducatif. D'autant plus que des courants réactionnaires ou conservateurs tentent de se nourrir des conditions très dégradées d'enseignement pour avancer leurs pions. De ce point de vue, une critique du caractère de classe de l'école est nécessaire, combinant :

- analyse de sa fonction de production d'une main d'œuvre « compétente » et disciplinée, adaptée aux besoins du patronat ;
- réflexion sur les pratiques éducatives émancipatrices valorisant la coopération en lieu et place de la compétition, stimulant la critique de la hiérarchie et des normes dominantes ;
- combat pour école émancipée, inséparable d'une société libérée du capitalisme, impliquant de retravailler les questions de

l'éducation polyvalente et polytechnique

Pour un courant intersyndical lutte de classes dans l'éducation

Ensuite, comment peser davantage ? Comme ailleurs, la collaboration des directions syndicales est le facteur clé qui permet au gouvernement d'avancer. Mais elle provoque des tensions et des interrogations croissantes. Il est donc nécessaire et possible de regrouper les militant-e-s combatifs/ves, par delà les chapelles syndicales (FSU, Sud, CGT, etc.), en un courant intersyndical lutte des classes, point d'appui pour favoriser l'auto-organisation et déborder les directions syndicales quand les mobilisations se développent.

Dans le principal syndicat, la FSU, le droit de tendance même mutilé permet aux militant-e-s anticapitalistes de se regrouper et de faire connaître leur orientation dans et hors du syndicat. Cela pourrait constituer une base pour un courant intersyndical. À condition que les militant-e-s anticapitalistes, à commencer par ceux du NPA, ne se contentent pas de porter une même politique dans la FSU, mais s'y retrouvent dans une seule et même tendance.

Or, il y a débat sur la stratégie à adopter par rapport à l'appareil bureaucratique réformiste et corporatif (myriades de syndicats nationaux catégoriels) de la FSU. Beaucoup de camarades, tout en étant

critiques de sa direction, continuent à considérer que la tendance "Ecole Emancipée" est un cadre d'intervention adéquat. Or, celle-ci cogère l'appareil depuis sa fondation (des décharges syndicales équivalent à des dizaines de permanents syndicaux), et ne se situe nullement en alternative. Ainsi sa direction (dominée par la GA et la GU) a donné son accord pour que la FSU s'abstienne sur la loi d'orientation scolaire du pouvoir ; de même, elle a refusé de combattre frontalement le projet de décret Peillon-Hamon sur les statuts, entrant dans une logique d'amendements du texte ; elle valide mais aussi participe au jeu du "dialogue social" ; etc. La présence de militant-e-s du NPA en son sein n'infléchit nullement la ligne du flanc gauche de la bureaucratie.

Pour notre part, nous pensons qu'une tendance anticapitaliste d'opposition ne peut se construire qu'en toute indépendance par rapport à l'appareil. Et c'est pourquoi nous militons au sein de la tendance intersyndicale Émancipation, présente principalement dans la FSU, mais regroupant aussi des militants de Sud et de la CGT.

Il est temps d'ouvrir le débat entre nous sur les moyens de surmonter cette situation d'éparpillement et de constituer un solide courant intersyndical lutte de classes dans l'éducation.

Plateforme 5,
le 7 janvier 2015

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS DU CONGRÈS

CGT : aider les syndiqué·e·s à chasser Lepaon... et toute la politique de collaboration de classe !

Nous qui militons à la CGT...

Les révélations se sont succédé

sur les faveurs (auto-)accordées à Lepaon, toutes plus écœurantes les unes que les autres. Mais Lepaon n'est pas seulement un bureaucrate qui a profité de sa position pour s'enrichir. C'est aussi un lâche qui se défausse de toutes ses responsabilités. Mais, plus fondamentalement, il aggrave la politique de dialogue social de Thibault, il ne prend aucune initiative significative contre les attaques patronales et gouvernementales, et il s'est ouvertement assis sur les principes fondamentaux de la CGT : l'antagonisme entre les intérêts des travailleur-se-s et ceux des patrons, et donc la nécessité de la lutte des classes pour faire avancer les droits des travailleur-se-s.

Lepaon est donc un bureaucrate embourgeoisé dont il faut se débarrasser de toute urgence. La multiplication des réactions internes montre que la CGT n'est pas morte comme syndicat de classe contre le patronat. Nous ne devons pas nous contenter de commenter ces événements. Il faut se positionner contre tout replâtrage bureaucratique au sommet, et appuyer publiquement tou-te-s celles et ceux qui réclament un congrès extraordinaire. Car il faut que les militant-e-s discutent du fonctionnement et de l'orientation de la CGT. Il faut mener la bataille pour un

congrès démocratique, en finir avec le document unique, l'interdiction des textes alternatifs et la désignation des délégué-e-s par les sommets de l'appareil.

Le drame est qu'aujourd'hui il n'y a pas de courant organisé face aux bureaucrates. Il existe bien sur des équipes syndicales combattives, mais celles-ci ne sont pas coordonnées. Du coup, elles sont marginalisées ou broyées par l'appareil. Des centaines de militant-e-s quittent la CGT par dégoût car elles-ils n'ont aucun outil pour résister aux bureaucrates. C'est un immense gâchis, et les organisations d'extrême gauche portent évidemment leur part de responsabilité, car elles n'ont pris aucune initiative pour organiser les militant-e-s lutte de classe face aux bureaucrates.

Des militant-e-s du NPA ou d'autres organisations ont par le passé essayé de construire cette opposition interne aux bureaucrates, mais elles-ils l'ont fait sans l'aide de leur parti. Une dynamique unitaire s'était créée en soutien à la candidature Delannoy contre Thibault en 2009. C'étaient les premiers moments du NPA, et la direction de notre parti a hélas ignoré cette opposition interne à Thibault. Pire, elle avait cru bon de rassurer les bureaucrates qui au printemps 2009 avaient accusé le NPA de vou-

loir influencer sur l'orientation de la CGT : « Le NPA a tenu à dire à la CGT que sa crainte de construction d'un courant NPA dans la CGT, était sans fondement ».

Depuis, la direction de notre parti n'a pris aucune initiative pour aider à la construction d'un courant lutte de classe intersyndical ou à l'intérieur de la CGT. Il faut que nous décidions enfin de mettre le parti au service de la constitution d'un tel courant. Ce combat est et sera porté par la P5 lors du prochain congrès du NPA et d'autres camarades partagent cet objectif. Il ne s'agit pas de court-circuiter la démocratie syndicale, mais de la restaurer et de prendre des initiatives pour aider au rassemblement des militant-e-s lutte de classe, pour la rupture de la CGT avec le gouvernement. Les discours sur « il faut un nouveau mai 68 », « il faut des mobilisations puissantes » ne peuvent que paraître pour ce qu'ils sont, incantatoires et abstraits, s'ils ne sont pas accompagnés d'une politique concrète de combat organisé contre les bureaucraties syndicales. C'est pourquoi nous portons centralement cette question au congrès, en lien avec notre projet d'un NPA communiste et autogestionnaire.

Plateforme 5,
le 7 janvier 2015

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS DU CONGRÈS

Retour sur la lutte de Bure (déchets nucléaires)

Depuis plus de 10 ans d'existence, la LCR puis le NPA, ont été des interlocuteurs et animateurs reconnus de la lutte locale contre l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure (Meuse).

Cette lutte de long terme fédère

tout le milieu militant de notre secteur rural, à l'exception des appareils syndicaux et du Fdg.

De multiples associations ont vu le jour au sein desquelles les membres du NPA Meuse sont investi-e-s sans aucunement mas-

quer leur étiquette.

Depuis 10 ans, notre discours n'a pas changé :

« *l'abomination en cours à Bure est une conséquence du système capitaliste. Placés dans le champ concurrentiel international, les in-*

dustriels du nucléaire, même s'il s'agit d'entreprises d'Etat comme Areva, n'ont d'autre choix que de se comporter de manière aussi dégueulasse que les boîtes privées : exploitation quasi esclavagiste des populations africaines, pollution gravissime des zones d'extraction, incitation à une consommation indécente, recours à la sous-traitance pour minimiser les coûts, prise de risques insensées avec le prolongement de la durée de vie des centrales, gestion désastreuse des déchets (enfouissement). Bref, lutter contre Bure, c'est lutter contre le capitalisme, et lutter contre le capitalisme, c'est lutter contre Bure. Aucune confiance dans les voies institutionnelles, seul le rapport de force peut avoir un impact »

Et nous en profitons pour parler de révolution et de la construction d'un monde de démocratie directe, tel le communisme autogestionnaire.

Il y a 10 ans, nous n'étions audibles que par une minorité qui existait déjà et qui s'est très vite rassemblée au sein de la LCR Meuse. Malgré tout, nous avons tenu bon ce discours car il correspondait à la réalité et une frange grandissante de la population l'entendait.

Tout le monde le sait dans le NPA, nous les « gauchistes sectaires meusiens », unitaires pour 10 dans la rue, avons toujours tenu ferme le refus de toute alliance électorale ou front politique avec la gauche molle.

Et pourtant aujourd'hui nous sommes quasiment dépassés sur notre gauche.

D'une part la quasi totalité des militant-e-s locaux des associations ont arrêté de croire au père Noël électoral et institutionnel et se sont mis à l'action et aux blocages avec nous. Et d'autre part, une mouvance libertaire très radicale en lien avec les Zadistes d'autres régions, s'est installée autour de Bure pour lutter contre le projet.

Nous nous sommes vite rendu compte que nombre de ces militant-e-s, souvent jeunes, avaient soif d'élargir le prisme de leur combat et de conscientiser concrètement leur rejet profond du capitalisme.

Comptant sur l'image positive dont bénéficie notre parti, nous avons donc essayé de les mettre en lien avec des militant-e-s ouvrier-e-s au sein du NPA Meuse, de créer des groupes de réflexion commune sur la nouvelle société, sur le communisme autogestionnaire ainsi que des groupes d'action commune

Mais nous nous sommes heurtés au fait que la structure en parti inspire la méfiance et au manque de perspective enthousiasmante offerte par un NPA perçu uniquement en « anti », sans projet qui fasse rêver.

Sous notre impulsion s'est donc créée « la Graine », un collectif militant qui rassemble de nombreux camarades du NPA,

des syndicalistes ouvrier-e-s critiques par rapport à leurs appareils, des décroissant-e-s, des anarchistes et nombre d'écologistes radicaux/ales. C'est pour nous la preuve qu'il est possible de développer des « fronts anticapitalistes » concrets et utiles car cette Graine est une réussite. Elle ne cesse de pousser, nous forçant sans cesse à revoir notre copie. Les jeunes y viennent avec enthousiasme et nous en remontent souvent au niveau de la tolérance et de l'organisation.

Pourquoi le NPA dont c'était l'ambition n'incarne-t-il pas en tant que tel cet espoir ?

Pour nous la réponse est claire, nous sommes trop englués dans nos schémas traditionnels : appel aux luttes sans lien avec le changement de société, suivisme à l'égard de ceux qui sont perçus comme des traîtres...

Dans une situation compliquée par la crise du mouvement ouvrier traditionnel, une partie grandissante des consciences évolue vite vers grand V, et il faut évidemment réorienter notre stratégie en direction de ces milliers de gens dont beaucoup ont moins peur que nous de se qualifier de révolutionnaires. C'est ainsi que nous aiderons à dépasser les craintes suscitées par la forme parti, en construisant un NPA révolutionnaire, communiste et autogestionnaire !

Plateforme 5,
le 7 janvier 2015

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS DU CONGRÈS

Le NPA et les Bonnets rouges : un essai non transformé

mais pas inextricable

Une situation complexe

En octobre 2013, des salarié-

e-s de l'agroalimentaire se mobilisaient pour sauver leurs emplois dans le Finistère. Le patro-

nat breton avait instrumentalisé la lutte contre l'écotaxe pour déplacer la problématique de l'emploi vers celle du "ras-le-bol fiscal". Cette tentative de récupération avait servi de prétexte aux soutiens critiques du gouvernement, CGT et Front de Gauche en tête, pour organiser une contre-manifestation à Carhaix le 2 novembre.

Au début du mouvement, une analyse et une vision des tâches partagées par l'ensemble des militant-e-s du NPA

L'implication des militant-e-s du NPA dans les collectifs de soutien aux salarié-e-s de Carhaix et de Brest, leur présence lors des actions des salarié-e-s ou sur les piquets de grève et leur connaissance du paysage syndical régional leur ont permis de voir clair. La tâche consistait à ne pas laisser le patronat instrumentaliser le mouvement des salarié-e-s ni à laisser le flanc gauche du gouvernement le torpiller.

Les enjeux des manifestations du 2 novembre à Quimper et du 30 novembre à Carhaix étaient de regrouper les salarié-e-s et de faire apparaître des revendications indépendantes d'un point de vue de classe.

Le 2 novembre, ces deux conditions ont été réalisées principalement grâce à FO qui avait organisé un cortège de salarié-e-s et est intervenu à la tribune sur une base combative. Le 30 novembre à Carhaix, l'initiative du NPA de formation d'un "Pôle ouvrier" a été un succès.

D'un nécessaire repli

stratégique à l'absence regrettable de bilan politique collectif

Le 30 novembre à Carhaix sur la scène du collectif "Vivre décider et travailler en Bretagne" rejointe par le Pôle ouvrier, les interventions des salarié-e-s n'ont pas été aussi classistes qu'elles l'avaient été lors du rassemblement indépendant préalable à la gare, rappelant à tous et toutes que la récupération patronale guettait. Or des mesures divisant les perspectives de luttes communes comme la fin du conflit chez Marine Harvest, la remise sous perfusion de Tilly Sabco avec de l'argent public mais aussi le retrait de FO du mouvement ne permettait raisonnablement plus d'envisager de disputer la direction politique du mouvement au collectif "Vivre décider et travailler en Bretagne" aux aspirations interclassistes régionalistes.

Hélas, aucune des organisations engagées dans la création du Pôle ouvrier à Carhaix n'a répondu à la proposition du "Comité brestois de soutien aux travailleurs et travailleuses de l'agroalimentaire" d'organiser des meetings avec les salarié-e-s mobilisé-e-s pour tirer le bilan politique de cette expérience et tenter de continuer de mobiliser sur nos bases.

Quel bilan politique pour le NPA et notre congrès de 2015 ?

Les militant-e-s du NPA ont tenté de pallier leur manque d'implantation dans les entreprises en se rendant sur les piquets de grève et en multipliant les contacts directs avec les salarié-e-s lors des manifestations. Concernant la

question de l'implantation dans les entreprises, nous devons profiter de ce congrès pour en faire une priorité et améliorer les méthodes du NPA.

Cette lutte a aussi montré une fois de plus l'obstacle considérable que sont les réformistes. Le jeudi 30 octobre 2013, le NPA de Quimper a interpellé des organisations du mouvement ouvrier sur la nécessité de manifester à Quimper le 2 novembre pour ne pas laisser la rue à la droite et communiquer sur la remise en question du système de production dans un sens anticapitaliste et écologique. Les sections quimpéroises PG, PC, Alternatifs, ATTAC donnèrent leurs accords pour signer le communiqué allant en ce sens. Le lendemain matin, le PG et le PC de Quimper retirèrent leur signature, assurément sous la pression de leurs directions.

Dès lors, la démonstration politique nécessaire pour faire tomber les masques et favoriser une meilleure lisibilité de la situation par les salarié-e-s mobilisé-e-s était en bonne voie, permettant notamment de distinguer le NPA comme le seul parti "anti-système".

Pourtant, quelques mois après, le NPA se lançait dans une campagne unitaire avec le Front de Gauche dans plusieurs villes du Finistère. Comment rendre une conception anticapitaliste du pouvoir politique lisible auprès de salarié-e-s écoeuré-e-s par le système, en faisant alliance avec des partis qui protègent ce système ? On voit là encore très concrètement pourquoi cette question est au cœur du congrès.

Plateforme 5,
le 7 janvier 2015

BILANS DU CONGRÈS

Front anticapitaliste : une notion qui ne passe pas ?

Nous sommes plusieurs camarades à avoir signé une motion proposant de défendre des « fronts anticapitalistes » et en particulier de répondre favorablement à la proposition d'Alternative Libertaire. Cette motion a été votée majoritairement dans l'assemblée générale de la Meuse, et a été portée devant le congrès. Malheureusement, les délégués ont très majoritairement voté contre. Seuls 27 délégués se sont prononcés pour, dont les 13 de la P5. C'est désolant !

Le camarade qui a pris le micro pour appeler à voter contre l'a fait en invoquant de mauvaises expériences avec des syndicalistes militants d'AL. Il semble en effet que lors de la mobilisation à la SNCF de juin 2014 certains militants de Sud Rail ont fait obstacle au dépassement des syndicats par des structures à la fois plus unitaires et plus auto-organisées (en particulier l'AG des AG regroupant des délégués des gares parisiennes). C'est un débat fondamental à avoir, d'ailleurs plus important que l'éternel débat avec les libertaires sur l'utilisation ou non des élections comme tribune.

Pour autant, est-ce que cet argument suffit ? Pour ne parler que de la question de l'intervention dans les luttes et de l'auto-organisation, nous n'avons pas moins de divergences avec Lutte ouvrière. Sur bien d'autres questions (écologie, lutte contre l'islamophobie...) nous sommes certainement plus proches d'AL que de LO. Et pourtant nous réalisons de fait des « fronts anticapitalistes » avec LO, comme lorsque nous avons mené des campagnes électorales communes. Pourquoi ne pas faire également des campagnes non-électorales communes avec AL là où c'est possible ?

Des meetings, collages ou manifestations ensemble pourraient enclencher des dynamiques intéressantes. On peut même aller plus loin : cela pourrait sauvegarder l'apparition des anticapitalistes, dans de nombreux comités affaiblis où le risque de dé-moralisation et de disparition est bien réel. Des rapprochements politiques entre anticapitalistes pourraient également favoriser le rapprochement des syndicalistes combattifs, même si le courant « lutte

de classe » que nous souhaitons ne devra pas poser comme préalable d'être anticapitaliste.

Personne ne prétend que les « fronts anticapitalistes » seraient la clé pour débloquer une situation globalement difficile. En particulier, ils ne visent pas à contourner la recherche de l'unité d'action (« front unique ») avec les organisations réformistes qui influencent de nombreux-se-s travailleur-se-s.

Mais pour ce qui concerne la diffusion des idées anticapitalistes, nous avons des bases communes à défendre avec AL ou LO. Or jusqu'à présent, notre parti a plutôt glissé vers la défense d'une « alternative » commune avec le Front de gauche. Notre congrès a dit "non" à cette voie-là, mais il serait temps que nous disions en positif le projet que nous portons. Nous défendons la perspective du communisme autogestionnaire, et nous pensons que cela peut être défendu avec d'autres anticapitalistes, tout en poursuivant les débats stratégiques que nous pouvons avoir par ailleurs avec les uns et les autres.

Julien Varlin,

le 10 février 2015

BILANS DU CONGRÈS

Congrès : Les logiques d'appareil empêchent le changement de cap voulu par la base... mais qui n'en est pas moins lancé

Nous avons défendu notre projet d'un NPA ouvertement révolutionnaire, porteur du projet

communiste autogestionnaire, se construisant dans la classe ouvrière et participant aux luttes de tou-TE-

s les opprimés. En même temps, nous avons tout fait pour rassembler une majorité sur la base de

points d'accord transplateformes pour mandater la nouvelle direction, en alternative à la politique de la direction sortante (P1).

Nous avons ainsi été à l'initiative de la motion A sur les élections : son adoption à 60% (plus encore dans les AG électives) scelle enfin notre indépendance électorale par rapport au Front de gauche, non par posture mais en raison de nos différences programmatiques. Un des verrous pour que le NPA puisse exposer clairement sa politique a donc sauté. Il reste à s'assurer que cette motion soit respectée.

De plus, l'amendement que nous avons défendu avec la P2, reliant notre combat écologique à l'objectif de la révolution socialiste et de la planification démocratique, a également été majoritaire malgré une ultime manœuvre de la P1.

Enfin, nous avons contribué à l'élaboration durant le congrès de la motion décidant une campagne contre l'union sacrée et l'islamophobie, elle aussi majoritaire.

Tout cela constitue des acquis très positifs pour le parti.

Après les AG électives mettant en minorité la P1, nous avons clairement annoncé notre objectif pour ce congrès : regrouper les dé-

légués des P2, 3, 4 et 5 autour d'une déclaration de congrès actant les points communs de ces plateformes et les votes majoritaires des AG pour relancer la construction sur un nouvel axe. Nous avons tout fait pour parvenir à cet objectif malgré les ambiguïtés permanentes des dirigeants P2 et des relations bien peu fraternelles. Nous étions tout près du but : un groupe de travail (P2-P5) a intégré au projet de texte P2 des amendements P3 et P5. Rompant avec la ligne du « gouvernement anti-austérité », il mettait en avant l'objectif d'un gouvernement anticapitaliste des travailleurs/ses, en rupture avec les institutions bourgeoises. Il disait que sans annulation de la dette, sans nationalisation des entreprises stratégiques, sans rupture avec les traités de l'UE, les promesses de Syriza ne pourraient pas être tenues. Il définissait une priorité d'implantation dans les entreprises et une orientation en rupture avec les bureaucraties syndicales. Enfin, il intégrait le contenu de la motion A sur les élections et de la motion climat amendée. C'était inacceptable pour la P1. Mais cela convenait sur le fond aux P2, P3 et P5, même si c'était un texte de compromis. Nous aurions

pu avoir, pour la première fois dans l'histoire du NPA, une déclaration de congrès majoritaire issue d'un travail d'élaboration commun...

Finalement, la P3 a fait savoir in extremis qu'elle voterait avec nous la déclaration. Mais la P2 a décidé de ne pas prendre part au vote sur son propre texte sous prétexte que la P1 n'en voulait pas. La logique d'appareil a donc pris le pas sur la logique politique du congrès et sur le sens des votes majoritaires.

Au final, la déclaration a donc été minoritaire, au grand soulagement de la P1, qui peut remercier les dirigeants P2 qui ont refusé d'acter sa mise en minorité et de prendre leurs responsabilités. Les tendances sectaires de la P3 ont malheureusement facilité ce défilement de la P2. Mais cette détestable logique d'appareil ne pourra masquer bien longtemps la réalité qui s'est massivement exprimée dans les AG électives : les militants veulent rompre avec la politique qui a mené le parti dans l'impasse. Si le changement reste très partiel maintenant, il s'imposera d'autant plus fortement demain !

Plateforme 5,
le 3 février 2015

CPN AVANT CONGRÈS : 15-16 NOVEMBRE

Pour un NPA communiste autogestionnaire... et pour en finir radicalement avec l'orientation politique de la direction sortante !

Explication de vote à l'issue du CPN du 15 novembre

Nous nous réjouissons que ce congrès permette une vraie discussion, avec plusieurs plateformes

permettant à chaque courant du parti d'assumer la politique qu'il propose. Cela ne peut que contribuer à la clarté des débats

— La P1 propose de ne rien chan-

ger à l'orientation qui a mené le parti au fond du trou et à la marginalisation alors que ces camarades prétendaient que leur ligne « unitaire » permet-

trait d'élargir le parti. Mais tout s'expliquerait par la « situation objective ». L'urgence, pour le noyau dur de la direction actuelle, est de lancer à la P2 un appel à « l'unité » contre les méchants sectaires des P3, P4, P5 pour conserver à tout prix la direction du parti, quitte à gommer de façon démagogique toutes les différences avec la P2. Pour nous, au contraire, l'urgence est d'en finir avec l'orientation de cette direction, qui a failli année après année. C'est pourquoi nous avons voté contre la P1 et nous sommes abstenu-e-s sur les P2, 3 et 4.

- La P2 insiste à juste titre sur la nécessité de se démarquer du projet politique du FDG, et donc d'abandonner « l'opposition de gauche » et le « gouvernement anti-austérité », qui n'ont en soi aucun contenu politique anticapitaliste. Ces camarades se positionnent tactiquement au « centre » du parti, mais cela ne définit pas une politique. Au delà de la remise en question des étiquettes, on peut douter qu'il y ait une rupture nette avec le fond politique qui est derrière : il faudrait pour cela un vrai bilan auto-critique du secteur de la P2 qui hier encore codirigeait le parti, et il faudrait que l'autre secteur, issu de la PY (dit « contre-courant »), cesse de soutenir la signature d'appels communs à contenu programmatique avec les réformistes (comme pour la manif du 15/12).
- Nous regrettons que les camarades d'A&R, engagé-e-s avec le CCR dans une dérive de plus en plus sectaire, aient refusé la discussion que nous leur avons proposé par lettre publique (restée sans réponse). D'ailleurs,

après nous avoir assuré la veille du CPN que notre texte était compatible avec le leur – faisant pression pour que nous retirions notre plateforme – ils/elles ont pour la plupart voté contre (alors que nous nous sommes abstenu-e-s sur la leur)... La P3, met au centre de son texte l'intervention dans la classe ouvrière, veut en finir avec le suivisme à l'égard des réformistes, mais partage en fait le vieux logiciel issu de l'ex-LCR, consistant à mettre en avant un « programme d'urgence » qui ne fait pas le lien entre les revendications et les moyens de les réaliser. Certes, le « gouvernement des travailleurs » figure bien dans le texte, mais comme un supplément « stratégique » qu'il ne s'agirait pas de défendre ouvertement, quotidiennement, sous prétexte que les travailleurs/ses ne seraient pas prêt-e-s à l'entendre aujourd'hui !

- La P4 caricature à l'extrême les défauts de la P3. Il serait futile de vouloir discuter de l'orientation du parti, il faudrait uniquement parler de comment on s'implante dans la classe ouvrière... comme si on pouvait déconnecter les deux !

Face à l'orientation de la direction sortante, nous pensons qu'il ne faut pas construire un clone de LO. Il faut porter au quotidien un projet communiste autogestionnaire, qui n'est pas figé dans le marbre, et qui s'inspire du meilleur des traditions du mouvement ouvrier, de la tradition trotskyste mais pas seulement. Un projet en rupture non seulement avec le stalinisme, mais aussi avec les tendances autoritaires, substitutistes, étatistes, dirigistes, qui ont gangrené le mouvement ouvrier. De fa-

çon systématique, il faut démontrer la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions pour sortir de l'austérité. Nous ne voulons pas simplement mieux répartir les richesses, nous voulons en finir avec le mode de production capitaliste car nous voulons reprendre le contrôle de nos vies, rompre avec le productivisme et éviter la destruction de la planète. Nous ne sommes pas un « super syndicat » qui décline un super programme de mesures d'urgences, nous devons être un parti qui part des aspirations des travailleurs/euses et des jeunes pour mettre en avant et rendre crédible le désir d'une autre société, débarrassé de l'exploitation et de toutes les oppressions. Nous devons mettre au centre de notre programme la perspective révolutionnaire et la lutte de classe, mais aussi les questions écologiques, féministes et anti-impérialistes.

Aujourd'hui, le NPA est pour beaucoup un objet politique non identifié. Il faut que nous osions le doter d'une identité politique forte, communiste autogestionnaire. Rompons avec un mode de pensée défaitiste qui pense que c'est en en disant le moins possible que nous attirerons le plus de monde vers nous.

C'est dans les luttes que les travailleurs/euses et les jeunes se politisent le plus. Les directions syndicales mènent les luttes dans le mur et contribuent à la démoralisation. Au quotidien, nous sommes aux côtés de ceux et celles qui luttent, nous faisons tout pour faire progresser l'auto-organisation. Mais nous ne nous en tenons pas aux revendications immédiates qui émergent des mouvements, nous les lions à la perspective de la prise de pouvoir et de la fin du capitalisme.

Plateforme 5,

le 25 novembre 2014

CPN AVANT CONGRÈS : 15-16 NOVEMBRE

Ni trop, ni trop peu... ou pourquoi une motion sur les élections ?

Depuis le début du NPA, la question des élections est celle qui a le plus divisé le parti. Dans le meilleur des cas, elle a produit des débats interminables, peu intéressants, voire des conférences nationales lourdes et coûteuses à organiser, au détriment de tâches de construction plus importantes. Souvent, cette question a même conduit à des divisions considérables, des crises, des prises de position à géométrie variable selon les endroits et même à la principale scission du parti. Pourtant, l'enjeu de ces discussions est toujours le même depuis les régionales de 2010, et il est très simple : alliance ou pas alliance électorale avec le Front de gauche ?

Le sens de la motion que nous avons proposée au CPN est donc tout simplement de trancher cette question une bonne fois. Quoi de plus légitime qu'un congrès national pour cela ? Pourquoi lui préférer des « conférences nationales » pour chaque échéance électorale, comme le propose la majorité de la direction sortante... au prix de nouveaux débats interminables et de nouvelles divisions inévitables ? Pourquoi prétendre, comme l'ont fait d'autres camarades, que notre motion présenterait le risque d'une dérive électoraliste ? Au contraire, si nous ne voulons plus être hapé-e-s par la question électorale (en parler trop), il faut la trancher en congrès (donc en parler un peu !). Ainsi, nous nous consacrerons d'autant plus aux tâches prioritaires de l'intervention et de la construction ! Et, si l'on veut faire des réunions nationales, autant que ce soit pour les questions fon-

damentales, comme la construction dans les entreprises, les questions féministes, écologistes, anti-impérialistes...

De plus, très concrètement, il y aura des élections départementales et régionales... quelques mois après le congrès, dès le printemps et l'automne 2015 : ne serait-il pas particulièrement absurde d'organiser une conférence nationale quelques mois après le congrès, alors que celui-ci peut très bien établir une position claire ? Sinon, il n'est pas difficile de prévoir ce qui se passera : sitôt le congrès terminé, au lieu de nous construire, nous repartirons dans un nouveau round de combats pénibles sur la présentation ou non de candidat-e-s, sur les listes pour lesquelles nous appellerions à voter si nous ne pouvons pas nous présenter, etc.

Quant à la présidentielle de 2017, nous savons très bien que la campagne commence... dès le début 2016 : si le parti veut pouvoir se présenter, il sera nécessaire d'aller chercher les signatures des maires bien à l'avance – on se rappelle combien cela fut difficile en 2011-2012, notamment parce que nous avons commencé bien trop tard... Là encore, le congrès est le plus légitime pour se prononcer.

Enfin, il s'agit d'une question de démocratie. Il est légitime de donner la parole à tou-te-s les camarades sur un sujet auquel nous avons tou-te-s réfléchi depuis plusieurs années, avec le plus souvent des positions bien arrêtées (d'où les tensions qui réapparaissent dès qu'on en discute). De plus, quatre des cinq plateformes pour ce congrès se pro-

noncent clairement contre toute alliance électorale du NPA avec le FdG, le PC et le PG (sauf cas exceptionnels de rupture d'équipes locales avec leur direction nationale). En revanche, la P1 revendique ouvertement que le parti se positionne au cas par cas selon les élections, avec à chaque fois une conférence nationale, et elle n'exclut pas une éventuelle alliance avec les réformistes selon l'évolution de la situation. La divergence est parfaitement claire, l'enjeu limpide pour tou-te-s les camarades. Il est donc légitime de trancher enfin cette divergence par des votes en AG électorales et au congrès national.

C'est d'autant plus important que, si cette question n'est pas tranchée par la base, elle le sera une fois de plus au détour d'un accord au sommet entre plateformes qui pourtant se contredisent sur ce sujet. Or, si l'on peut prévoir qu'une éventuelle majorité se définisse au congrès après les votes des AG, mieux vaut s'assurer d'avance que ce ne soit pas avec une clause qui contredirait l'opinion de la majorité du parti...

Nous regrettons que les responsables des plateformes 2, 3 et 4, qui soutiennent pourtant la même position que nous sur la question électorale, se soient abstenu-e-s ou aient fait NPPV au CPN – sans arguments, comme s'ils craignaient de voter ensemble cette motion ! Nous appelons ces camarades à porter désormais avec nous cette motion dans les AG et au congrès – quitte à revoir ses formulations dans la commission prévue à cet effet.

En tout état de cause, nous appelons tou-te-s les camarades

qui se reconnaissent dans les plateformes 2, 3, 4 et 5, au-delà des divergences sur les autres questions, à faire front en votant tou-te-s ensemble contre toute alliance électorale du NPA avec le FdG!

Motion proposée au CPN

Les différentes composantes du

Front de gauche défendent une alternative antilibérale et institutionnelle à l'intérieur du système capitaliste. Le NPA défend un projet de rupture avec le système capitaliste. C'est ce projet, dont le contenu et les contours continuent à être discutés entre nous, que nous devons défendre lors des élections.

Par conséquent, nous affirmons

que, lors des prochaines élections (régionales de 2015, présidentielle et législatives de 2017), aucun accord électoral n'est possible avec le Front de gauche et ses composantes (sauf avec des équipes militantes locales en rupture avec leur direction nationale).

Plateforme 5,

le 25 novembre 2014

CPN AVANT CONGRÈS : 14-15 MARS

Motion Grèce : du mieux... mais toujours le tabou de la rupture anticapitaliste avec l'Union européenne

Dès avant le CPN, nous avons participé au groupe de travail sur la Grèce avec les représentant-e-s de toute les positions. Grâce à cette méthode de travail, nous avons pu avancer de façon constructive en cernant les points d'accord et de désaccord et nous nous réjouissons que plusieurs de nos propositions de fond aient été acceptées. La position adoptée par le CPN est une inflexion importante par rapport à la position défendue publiquement par les porte-parole et par rapport à la position du Secrétariat unifié de la IVe Internationale¹, qui s'abstient de critiquer le gouvernement Syriza et refusent de mettre en avant une alternative anticapitaliste en rupture avec les institutions européennes.

La résolution du CPN se positionne clairement contre l'accord entre Tsipras et la Troïka, qualifié de « renoncement majeur » (pour ne pas dire capitulation...) et donc sur la nécessité de le casser. La pression de la Troïka n'exonère pas le gouvernement Syriza de ses responsabilités, n'en déplaisent aux

réformistes du Front de gauche qui regrettent l'issue des négociations mais ne font aucune critique à Tsipras. Au nom de l'argument selon lequel la sortie de l'UE et de l'euro serait une catastrophe, les réformistes du FDG se contentent, pour les plus honnêtes, de déplorer la dure réalité et de regretter que leur projet politique soit une impasse; et les moins honnêtes nous font croire que Tsipras est un grand stratège qui a remporté une belle victoire en « gagnant du temps ». Mais les faits sont têtus : les promesses de Syriza sont reportées aux calendes grecques et la logique des mémorandums est confirmée avec leurs effets toujours plus catastrophiques pour la population.

La résolution indique qu'on ne peut pas rompre avec l'austérité sans engager une rupture avec l'ordre capitaliste. Il faut réquisitionner sous contrôle des travailleurs/ses le secteur bancaire, les entreprises stratégiques et la Banque centrale. Mais alors pourquoi refuser de dire clairement qu'un gouvernement qui voudrait

mettre fin à l'austérité devrait rompre avec l'UE et l'euro? Nous critiquons la stratégie de Tsipras qui capitule devant l'UE, renonce à toute mesure unilatérale...mais la majorité du CPN refuse de mettre en avant la seule alternative possible : la rupture avec l'UE! Il n'y a pas de troisième voie, et il est assez incroyable de ne toujours pas assumer cette conclusion logique. Il faudrait que les camarades se rendent compte que réquisitionner la banque centrale, c'est dans les faits rompre avec l'euro...à moins de considérer que ce type de formule est du jargon qui ne veut rien dire. Il est temps que nous parlions clairement au lieu de nous noyer dans des formules alambiquées. En raison de cette divergence politique importante (et de certaines formulations ambiguës suggérant de faire pression sur Tsipras), nous n'avons pas voté cette motion, mais nous sommes abstenu-e-s.

Il n'en demeure pas moins que cette résolution contient toute une série d'acquis importants. Nous nous réjouissons notamment que

1. <http://www.npa2009.org/idees/resolution-du-ci-de-la-ive-internationale-sur-la-grece>

les amendements de la P1 visant à épargner le gouvernement Tsipras et à le présenter comme un gouvernement en rupture avec les bourgeoisies européennes aient été repoussés. Mais, quelques jours après le vote du CPN, notre principal

porte-parole (de fait), Olivier, a apporté un soutien dépourvu de toute critique au gouvernement Tsipras² et a associé notre parti à Syriza au sein d'une prétendue grande famille de la « gauche radicale ». Cette atteinte à la démocratie du

parti devient franchement pénible. Il faut que les porte-parole portent la parole de sa direction de façon scrupuleuse, et Olivier n'est pas au-dessus de cette règle élémentaire.

Plateforme 5,
le 25 mars 2015

CPN AVANT CONGRÈS : 14-15 MARS

En refusant de discuter vraiment, la majorité des camarades empêchent d'armer le NPA sur des questions clés de la période

Avant le CPN, les camarades P1 et P2 avaient décidé de ne surtout pas discuter des problèmes qui fâchent, se contentant d'une esquisse d'analyse de la situation et de quelques éléments pour une « feuille de route » minimaliste. Or le CPN doit fixer une orientation au parti, d'autant plus que le congrès n'a débouché sur aucune majorité. De son côté, la P3 avait au contraire envoyé une longue résolution, toute ficelée sur l'ensemble des questions. Dans ces conditions, il n'était pas possible que le CPN soit fructueux, les un-e-s et les autres choisissant d'éviter les débats. De fait, la discussion s'est focalisée sur la météo des luttes, les un-e-s soutenant qu'il y avait plus de luttes que l'année dernière, les autres moins...

Dans cette situation, nous avons décidé de proposer des motions précises afin de dégager des positions claires mandatant le CE sur les questions principales de l'actualité. Cette méthode consistant à sérier les sujets a fait ses preuves sur la motion Grèce, avec des amendements contradictoires permettant de bien cerner les divergences (cf. notre seconde contribu-

tion). Mais, alors qu'il y a ni plus, ni moins de désaccords sur les autres questions, les camarades ont refusé de l'adopter pour les autres sujets.

1) La P1 et la P2 ont complété leur texte essentiellement descriptif en définissant un « profil » du NPA qui prétend combiner « l'unité » (notamment la participation au collectif 3A) et la mise en avant d'un « projet anticapitaliste »... assez vague pour contourner leur divergence principale au congrès – autant dire fort vaseux. L'idée était de faire un pas vers une majorité, mais son contenu est si fragile que cela ne leur permet nullement de surmonter l'impasse du congrès. De fait, cette « majorité » a montré ses limites dès le CE suivant sur les départementales.

2) Sur la préparation du 9 avril, nous avons proposé une motion allant au-delà du « il faut tout faire pour réussir la grève » auquel s'en tenait le texte P1-P2, mais aussi la P3. Nous avons défendu la nécessité d'aller au dialogue avec le sentiment légitime de défiance des travailleurs/ses envers les journées d'action, de mettre au centre l'auto-organisation, de critiquer la politique des directions syndicales et

d'avancer la nécessité de construire une grève générale pour faire cesser les attaques (cf. notre motion dans ce BI). Il n'a malheureusement pas été possible de discuter de nos divergences sur ces points avec la P3, car elle ne conçoit la discussion que sous la forme d'amendements marginaux à ses propres textes ficelés en interne.

3) Nous avons en revanche présenté avec la P3 une motion sur les élections refusant tout appel à voter pour le PS, l'UMP ou le FN. Mais elle a été repoussée par le CPN et le CE s'est positionné le 22 mars (à une voix de majorité) pour appeler à voter PS face au FN. Alors que le PS met en place les pires politiques contre les travailleurs/ses, alimente le vote FN et la désespérance sociale, il est contreproductif de s'inscrire dans ce clivage gauche/droite frelaté et d'apparaître dans le même camp social que ces vautours.

4) Dans le prolongement de la motion de congrès contre l'union nationale, nous avons participé à l'élaboration de la motion antiraciste, centrée contre les actes et les lois islamophobes, qui a été majoritaire malgré l'opposition de la P3 et

2. <http://www.itele.fr/chroniques/invite-politique-ferrari-tirs-croises/obesancenot-sur-la-relation-buissonmelenchon-je-ne-peux-p>

d'une partie de la P2. En revanche, une très courte majorité du CPN a refusé une affiche « Sois Charlie et tais toi » qui avait le mérite de souligner l'hypocrisie de l'opération « Charlie » autour de la liberté d'expression. Et la seule affiche qui a été adoptée, proposée par la P3, met sur le même plan l'antisémitisme et l'islamophobie, alors que ce sont les musulman-e-s qui sont désigné-e-s comme « suspect-e-s » par l'Etat et les premières victimes

de sa politique raciste.

5) Enfin, il est positif qu'une réunion non-mixte ait eu lieu à ce CPN. Elle a permis de discuter de l'utilité de la non-mixité et de notre intervention féministe. Elle a aussi été l'occasion d'ouvrir le débat sur les relations entre le CE et la CNIF, ainsi que des dysfonctionnements de cette dernière. Pour régler ces problèmes démocratiquement, nous pensons qu'il faut une conférence nationale fé-

ministe. Ce serait le moment de débattre des questions féministes qui traversent le parti afin qu'un maximum de militant-e-s s'en saisissent. Le fonctionnement de la CNIF et son rapport aux instances dirigeantes devraient aussi être discutés. La CNIF et son secrétariat seraient élus sur des bases politiques. Nous poursuivrons cette discussion au prochain CPN.

Plateforme 5,
le 25 mars 2015

Brochures de la Tendance CLAIRE du NPA

*** Brochures thématiques ***

- Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
 - Textes sur la jeunesse
 - Textes sur l'art et la culture
 - Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
 - Crise et lutte de classes en Grèce (2010-2012)
 - Écologie, capitalisme, révolution
-

*** Cahiers d'histoire des révolutions ***

- Mai-juin 68 en France : grève générale mais situation révolutionnaire trahie
 - La révolution espagnole (1936-1939)
 - Les révolutions russes
 - Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
 - Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
 - Les révolutions chinoises
-

*** Pour l'orientation ***

- Orientations pour la lutte de classe en France (2009-2011)
- Positions internationalistes et anti-impérialistes (2009-2011)
- La lutte pour un NPA révolutionnaire depuis le congrès fondateur
- Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ? (analyse critique du programme du FdG)
- Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste

Sommaire

Plateforme 5	(p. 1)
– « Pour le communisme autogestionnaire »	(p. 1)
Motions	(p. 7)
– Motion A sur les élections	(p. 7)
– Motion sur l'écologie et amendements	(p. 9)
– Construire un Front Anticapitaliste	(p. 11)
Contribution avant congrès	(p. 12)
– La P1 est largement minoritaire.	(p. 12)
Contributions aux débats du congrès	(p. 13)
– Pour sortir le parti de la crise	(p. 13)
– Pour une écologie révolutionnaire !	(p. 18)
– « Il faut s'adresser à tout le monde ! »	(p. 20)
– En finir avec les analyses keynésiennes !	(p. 21)
– Pourquoi n'y a-t-il pas de plateforme commune P3/P5 ? ..	(p. 22)
– Plateforme 2 : juste milieu... ou centre mou ?	(p. 23)
– Les luttes des intermittent-e-s du spectacle	(p. 24)
– Grèce : avec les travailleur-euse-s contre le patronat, son État et l'UE	(p. 25)
– Quelles perspectives pour le NPA dans le secteur éducatif ? ..	(p. 26)
– CGT : aider les syndiqué-e-s à chasser Lepaon... ..	(p. 27)
– Retour sur la lutte de Bure (déchets nucléaires)	(p. 28)
– Le NPA et les Bonnets rouges : un essai non transformé ..	(p. 29)
Bilans du congrès	(p. 30)
– Front anticapitaliste : une notion qui ne passe pas ?	(p. 30)
– Les logiques d'appareil empêchent le changement de cap voulu par la base... ..	(p. 31)
CPN avant congrès : 15-16 novembre	(p. 32)
– Pour un NPA communiste autogestionnaire... ..	(p. 32)
– Ni trop, ni trop peu... ou pourquoi une motion sur les élections ?	(p. 34)
CPN avant congrès : 14-15 mars	(p. 35)
– Motion Grèce : du mieux... mais toujours le tabou de la rupture anticapitaliste avec l'Union européenne	(p. 35)
– En refusant de discuter vraiment, la majorité des camarades empêchent d'armer le NPA sur des questions clés de la période ..	(p. 36)

Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la gauche de la gauche est à l'origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin Au CLAIR de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63